



BUREAU - P. Q.
 LE PERCEPTEUR DU
 REVENU PROVINCIAL
 445 ST-GABRIEL

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 16 SEPTEMBRE 1944

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 16TH, 1944

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
5200—1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
5200—1-52

Lettres patentes

"Babros Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre juillet 1944, constituant en corporation: Ben Baboushkin, Marcus Baboushkin, tous deux marchands, et Sara Lazare, teneur de livres, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de trafiquants de textiles, manufacturés ou autres;

Faire le commerce de manufacturiers et marchands de menus objets et nouveautés;

Faire le commerce de procédés pour obtenir des tissus élastiques;

Faire le commerce de manufacturier, négociant, au moyen d'achat ou autrement, en gros ou en détail, de voiles, de chenille et produits de la chenille;

Faire les opérations qui consistent à couvrir du fil métallique pour toutes fins et spécialement le fil de métal requis pour la confection de chapeaux et la fabrication de fleurs artificielles, sous le nom de "Babros Inc.", avec un capital total

Letters Patent

"Babros Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1944, incorporating: Ben Baboushkin, Marcus Baboushkin, both merchants, and Sara Lazare, bookkeeper, fille majeure et usant de ses droits, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of jobbers in textiles, manufactured or otherwise;

To carry on the business of manufacturers and dealers in notions and novelties;

To carry on the business of processing of elastics and elastic fabrics;

To carry on the business of manufacturing, dealing with by way of purchase or otherwise in wholesale or retail of veilings; chenilles and chenille products;

To carry on the business of wire covering for all purposes and especially for wiring required in the millinery trade and for the manufacture of artificial flowers, under the name of "Babros Inc.", with a total capital stock of Twenty

de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-quatre juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7216 L. DÉSILETS.

**"Biscuits Montmagny Inc."
"Montmagny Biscuits Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de juillet 1944, constituant en corporation: Henri Boulet, Rosario Boulet, industriels, et Lucille Boulet, fille majeure, comptable, tous trois de Montmagny, district de Montmagny, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce en gros et en détail de boulangers, confiseurs et manufacturiers de biscuits; faire le commerce d'aliments cuits de toutes sortes et descriptions ainsi que de tous produits requis dans iceux, avec pouvoir de faire et fabriquer du pain, biscuits, gâteaux et produits semblables, et les acheter et les vendre, sous le nom de "Biscuits Montmagny Inc."—"Montmagny Biscuits Inc.", avec un capital total de \$99,900., divisé en 999 actions de \$100. chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montmagny, dans le district de Montmagny.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour de juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7217-o L. DÉSILETS.

"C. H. Turner and Company Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un juillet 1944, constituant en corporation: John L. O'Brien, Jean St-Germain, tous deux avocats, de la cité de Westmount, et Rolande Duquette, fille majeure, secrétaire, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme dispatcheurs, commissaires-priseurs, investigateurs, sous le nom de "C. H. Turner and Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trente et un juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7218 L. DÉSILETS.

**"Conway Gold Mines, Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorze juillet 1944, constituant en corporation: Jean Paul Dupuy, notaire, Maurice M. Cullen, agent, et Renaud Lagacé,

thousand dollars (\$20,000.00), divided into 200 shares of One hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7216-o Deputy Attorney General.

**"Biscuits Montmagny Inc."
"Montmagny Biscuits Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of July, 1944, incorporating: Henri Boulet, Rosario Boulet, manufacturers, and Lucille Boulet, spinster, accountant, all three of Montmagny, district of Montmagny, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail business of bakers, confectioners and biscuit manufacturers; to deal in cooked foodstuffs of all kinds and descriptions as well as all products required in same, with power to make and manufacture bread, biscuits, cakes and similar products, and to buy and sell the same, under the name of "Biscuits Montmagny Inc."—"Montmagny Biscuits Inc.", with a total capital stock of \$99,900 divided into 999 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montmagny, district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7217 Deputy Attorney General.

"C. H. Turner and Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July, 1944, incorporating: John L. O'Brien, Jean St. Germain, both lawyers, of the City of Westmount, and Rolande Duquette, spinster, secretary, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of adjusters, appraisers, investigators, under the name of "C. H. Turner and Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7218-o Deputy Attorney General.

**"Conway Gold Mines, Limited"
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of July, 1944, incorporating: Jean Paul Dupuy, notary, Maurice M. Cullen, agent, and Renaud Lagacé,

commis, tous de la ville de Noranda, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelques procédés que ce soit, et les vendre et autrement en disposer, sous le nom de "Conway Gold Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de dollars (\$3,000,000), divisé en 3,000,000 d'actions d'un dollar (\$1) chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Belleterre, dans le comté de Témiscamingue, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorze juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

7219

"Elegant Modes Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux juillet 1944, constituant en corporation: Morris Brodtkin, manufacturier, Mademoiselle Muriel Brodtkin, fille majeure, sténographe, tous deux de la cité d'Outremont, Michael Dwire, gérant, et Dame Pearl Gertman, épouse séparée de biens dudit Michael Dwire, les deux derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter, et généralement faire le commerce en gros et en détail, et comme mandants et agents, de robes, manteaux, jupes, blouses et autres vêtements pour femmes et enfants, et de tissus textiles, et de toutes sortes d'habits et de vêtements pour hommes, sous le nom de "Elegant Modes Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deux juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

7220

"Fitwell Frocks Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept juillet 1944, constituant en corporation: Morris Cohen, Jack Kolodny, tous deux marchands, et Allen Torchin, vendeur, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail: robes, vêtements

clerk, all of the Town of Noranda, Province of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Conway Gold Mines, Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of three million dollars (\$3,000,000.), divided into 3,000,000 shares of one dollar (\$1.00) each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares.

The head office of the company will be at the Town of Belleterre, in the County of Temiscamingue, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

7219-o

"Elegant Modes Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of July, 1944, incorporating: Morris Brodtkin, manufacturer, Miss Muriel Brodtkin, fille majeure, stenographer, both of the City of Outremont, Michael Dwire, manager, and Dame Pearl Gertman, wife separate as to property of the said Michael Dwire, the two latter of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import and export, and deal generally, both at wholesale and at retail, and as principals and as agents, in women's and children's dresses, coats, skirts, blouses and other garments, and textil materials, and in men's clothing and garments of all kinds, under the name of "Elegant Modes Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the company shall be in the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

7220-o

"Fitwell Frocks Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1944, incorporating: Morris Cohen, Jack Kolodny, both merchants, and Allen Torchin, salesman, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail: ladies' and misses' dresses,

de sport, manteaux, costumes, robes de soirée pour dames et demoiselles, vêtements d'aucune description quelconque pour dames, habits et vêtements de toutes sortes pour enfants; et marchands de lainages, soie, coton et toutes autres sortes de tissus, garnitures, ornements et de tous autres matières, objets et commodités utilisés dans la fabrication de vêtements pour dames et enfants, sous le nom de "Fitwell Frocks Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-sept juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7221 L. DÉSILETS. 7221-o

"Institut de Cuniculture, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deuxième jour d'août 1944, constituant en corporation: Honoré Dionne, avocat, Gaëtan Gauthier, commis, et Thérèse Beaudry, sténographe, célibataire majeure, tous des cité et district de Joliette, province de Québec, dans les buts suivants:

Enseigner l'art cunicole et avoir le privilège d'exercer tous les droits se rattachant à un enseignement de telle nature;

Pratiquer l'exploitation d'une ferme se spécialisant dans l'élevage des lapins, acheter, vendre les lapins, en faire l'élevage pour fin commerciale;

Travailler sous toutes ses formes les fourrures de lapins, de même qu'exploiter toutes industries connexes à celles de la fourrure de lapin; acheter, vendre, importer et exporter les peaux de lapins, sous le nom de "Institut de Cuniculture, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Vincent de Paul, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce deuxième jour d'août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7222-o L. DÉSILETS. 7222

"Jay-Ward Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier août 1944, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irene Rubin, fille majeure, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre et autrement disposer de, détenir, posséder, manufacturer, produire, exporter, importer et faire le commerce, soit comme mandants ou agents, et sur commission, consignation ou autrement, les marchandises suivantes: vêtements, chaussures, coiffures, filés, textiles, lainages, coton, tissus de toutes sortes, et faire un commerce comme marchands à com-

sportswear, cloaks, suits, gowns, ladies' wear of any description whatsoever, children's clothing and wearing apparel of all kinds; and dealers in woollens, silks, cottons and all other kinds of fabrics, trimmings, ornaments and any other materials, objects and commodities used in the manufacture of ladies' and children's wearing apparel, under the name of "Fitwell Frocks Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Institut de Cuniculture, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1944, incorporating: Honoré Dionne, advocate, Gaëtan Gauthier, clerk, and Thérèse Beaudry, stenographer, spinster, all of the city and district of Joliette, Province of Quebec, for the following purposes:

To teach the art of cuniculture and be entitled to exercise all the rights attached to instruction of such nature;

To carry on the operation of a farm specializing in the raising of rabbits, to buy, sell rabbits, and breed them for commercial purposes;

To handle all lines of rabbit fur, likewise to operate all industries connected with those of rabbit fur; to buy, sell, import and export rabbit skins, under the name of "Institut de Cuniculture, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10) each.

The head office of the company will be at Saint-Vincent de Paul, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Jay-Ward Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of August, 1944, incorporating: Michael Garber, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irene Rubin, spinster, stenographer, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell and otherwise dispose of, hold, own, manufacture, produce, export, import and deal in, either as principal or agent, and upon commission, consignment or otherwise the following goods: wearing apparel, footwear, headwear, tweeds, textiles, woollens, cottons, fabrics, of all kinds, and to do a general commission merchants', merchandises, brokerage, selling

mission, négociants de marchandises, courtiers, agents de ventes et représentants d'objets, effets et marchandises négociés par la compagnie, sous le nom de "Jay-Ward Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce premier août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7223 L. DÉSILETS.

agents' and factors' business in goods, wares and merchandise dealt in by the company, under the name of "Jay-Ward Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Joliette Pants Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quinze juillet 1944, constituant en corporation: Barney Cohen, tailleur, Norman N. Genser, avocat, et Tessy Frankel, secrétaire, célibataire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, produire, acheter, vendre, exporter, importer et négocier et faire le commerce d'habits et de vêtements de toutes sortes et descriptions pour hommes, garçons, enfants et femmes, sous le nom de "Joliette Pants Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 400 actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quinze juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7224 L. DÉSILETS.

"Joseph Dubney Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept juillet 1944, constituant en corporation: John Jacob Gotlieb, avocat, Florence Gotlieb, sténographe, épouse séparée de biens dudit John Jacob Gotlieb, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Irene Rubin, fille majeure, sténographe, tous de la cité de Montréal, et Joseph H. Freedman, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de vente en gros et en détail, ou l'un des deux, de jouets, nouveautés et vêtements d'aucune et de toutes descriptions pour enfants.

Acheter, acquérir et prendre comme firme en exploitation le commerce et de l'entreprise jusqu'ici dirigés dans la cité de Montréal à 427 est, rue Notre-Dame, et ailleurs, par Joseph Dubney, avec tout ou une partie de son actif et de son passif et de les payer en actions entièrement acquittées ou au comptant, sous le nom de "Joseph Dubney Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante actions (\$50) chacune.

"Joliette Pants Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of July, 1944, incorporating: Barney Cohen, cutter, Norman N. Genser, advocate, and Tessy Frankel, secretary, unmarried, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, producing, buying, selling, exporting, importing and dealing in and with men's, boys', children's and women's clothing and wearing apparel of every kind and description, under the name of "Joliette Pants Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into 400 shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company shall be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Joseph Dubney Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1944, incorporating: John Jacob Gotlieb, advocate, Florence Gotlieb, stenographer, wife separate as to property of the said John Jacob Gotlieb, and duly authorized by him for these presents, Irene Rubin, spinster, stenographer, all of the City of Montreal, and Joseph H. Freedman, advocate, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of selling wholesale and retail, or either, toys, novelties and children's wear of all descriptions, or any of them;

To purchase, acquire and take over as a going concern the business and undertaking heretofore carried on in the City of Montreal at 427 Notre-Dame Street East and elsewhere of Joseph Dubney, with all or any of the assets and liabilities thereof and to pay for same in fully paid shares or in cash, under the name of "Joseph Dubney Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7225 L. DÉSILETS.

"Kno-Pin-Di-Dee Company Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf juillet 1944, constituant en corporation: Samuel Chait, John J. Wasserman, tous deux avocats, et mademoiselle Freda Pomerance, sténographe, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acheter, ou autrement négocier, vendre ou faire le commerce et autrement la confection de vêtements pour bébés, enfants, femmes, fillettes, hommes ou garçons, et dans lesquels entrent la laine, la flanelle, le coton, la soie, le lainage, la toile et les tissus de toute description, et en général manufacturer des vêtements, manteaux, robes, costumes, couvertures de matelas, draps pour berceaux d'enfants, bavettes, culottes imperméables, salopettes, couches, blouses, et toute lingerie pour bébés, enfants, femmes, fillettes, hommes ou garçons, et habits de sport;

Acquérir et prendre comme-firme en exploitation le commerce actuellement exercé dans les cité et district de Montréal, Province de Québec, sous le nom de "Kno-Pin-Di-Dee", tout leur actif, sujet à leur passif, et de les payer en tout ou en partie en actions acquittées de cette compagnie, sous le nom de "Kno-Pin-Di-Dee Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-neuf juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
-7226 L. DÉSILETS.

"Laperle Automobile Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-septième jour de juillet 1944, constituant en corporation: Henri Laperle, commis, Louis-Aimé Laperle et Antonin Bernier, mécaniciens, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et généralement faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, avions, moteurs, engins, machines, carburateurs accessoires, pièces et toutes sortes de machineries, outillages, ustensils, appareils, lubrifiants, ciments, solutions et dispositifs, soit incidents à la construction des automobiles et avions, ou autrement, et toutes choses susceptibles d'être utilisées en iceux ou dans leur fabrication, leur entretien et leur mise en opération respectivement, sous le nom de "Laperle Automobile Ltée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7225-o Deputy Attorney General.

"Kno-Pin-Di-Dee Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of July, 1944, incorporating: Samuel Chait, John J. Wasserman, both advocates, and Miss Freda Pomerance, stenographer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, or otherwise deal in, sell or engage in and otherwise deal in, the manufacturing of babies, kiddies; children's, ladies', misses', men's or boys' apparel, whether as to include the consumption of wool, flannel, cotton, silks, woollens, linens, and textiles of any description, and to generally manufacture garments, coats, dresses, suits, mattresses covers crib sheets, bibs, water-proof panties, rompers, diapers, blouses, and any and all wearing apparel, whether as to babies', kiddies', children's, ladies', misses', men's or boys' wear, and sportswear;

To acquire and take over as a going concern the business now carried on in the City and District of Montreal, Province of Quebec, under the name of "Kno-Pin-Di-Dee", all of their assets, subject to their liabilities, and to pay for same in full or in part in paid up shares of this company, under the name of "Kno-Pin-Di-Dee Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7226-o Deputy Attorney General.

"Laperle Automobile Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1944, incorporating: Henri Laperle, clerk, Louis Aimé Laperle and Antonin Bernier, mechanics, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, exchange and deal generally in all kinds of automobiles, aeroplanes, motors, engines, machines, carburetors, accessories, parts and all sorts of machinery, equipment, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and devices, whether incidental to the construction of automobiles and aeroplanes, or otherwise, and all things capable of being used therein or in the manufacture, maintenance and operation thereof respectively, under the name of "Laperle Automobile Ltée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000) divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

Le bureau principal de la compagnie sera au numéro 660, rue Lajeunesse, à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-septième jour de juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7227-o L. DÉSILETS. 7227

"Le Club de Pêche des Norois"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de juillet 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Wilfrid Blais, hôtelier, Maurice Noreau, ingénieur forestier, tous deux de Duparquet, et Rosaire Gagnon, comptable, de La Sarre, tous du district d'Abitibi, province de Québec, dans les buts suivants:

Organiser sans intention de faire un gain pécuniaire, mais uniquement dans un but social et sportif, un club de pêche pour le délassement des requérants et des membres de la corporation, sous le nom de "Le Club de Pêche des Norois".

Rien dans ce que dessus devra être interprété comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté, ni autoriser la présente corporation à demander et à obtenir les licences de club habituellement octroyées par la Commission des Liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de trois mille dollars (\$3,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Duparquet, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatrième jour de juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7228-o L. DÉSILETS. 7228

"Longpré & Longpré, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour de juillet 1944, constituant en corporation: Wilfrid Damphousse, ajusteur, Paul-Émile Asselin, comptable, et Roger-L. Ouellette, machiniste, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer généralement pour son propre compte ou pour d'autre, des opérations de construction et d'entreprise générale; entreprendre, parfaire et exécuter des contrats pour la fabrication, l'érection, l'amélioration et l'exploitation d'édifice et travaux publics et privés;

Faire le commerce du bois en gros et en détail, opérer une ou des scieries, des moulins à bardeau ou autres, sous le nom de "Longpré & Longpré, Inc.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en 100 actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour de juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7229-o L. DÉSILETS. 7229

The head office of the company will be at No. 660 Lajeunesse street, Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Le Club de Pêche des Norois"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Wilfrid Blais, hotel-keeper, Maurice Noreau, forestry engineer, both of Duparquet, and Rosaire Gagnon, accountant, of La Sarre, all of the district of Abitibi, Province of Quebec, for the following purposes:

To organize, without intention of making any pecuniary gain, but solely for a social and sportive purpose, a fishing club for the diversion of the petitioners and the members of the corporation, under the name of "Le Club de Pêche des Norois".

Nothing contained in the above shall be interpreted as permitting gambling, games of chance or combined games of chance and skill, nor to authorize the present corporation to apply for and obtain club licenses usually granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is three thousand dollars (\$3,000).

The head office of the corporation will be at Duparquet, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Longpré & Longpré, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of July, 1944, incorporating: Wilfrid Damphousse, fitter, Paul-Émile Asselin, accountant, and Roger-L. Ouellette, machinist, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally, for itself or for others, the business of general building and contracting; to undertake, perform and carry out contracts for the manufacturing, erecting, improvement and operating of public and private buildings and works;

To carry on a wholesale and retail lumber business, operate one or several saw-mills, shingle or other mills, under the name of "Longpré & Longpré, Inc.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into 100 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Modern Fur Dressers and Dyers Company Ltd." **"Modern Fur Dressers and Dyers Company Ltd."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de juillet 1944, constituant en corporation: Armand Lozeau, John Lee, fourreurs, et Liliane Lozeau, fille majeure, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Établir et exploiter une industrie de teinturiers, de tanneurs et de repasseurs de peaux de fourrure et, à cette fin, posséder les immeubles à titre de propriétaires ou de locataires et y installer la machinerie et l'outillage requis pour ce genre d'industrie, avec pouvoir d'hypothéquer les dits biens-immeubles pour les fins nécessaires à la dite compagnie, sous le nom de "Modern Fur Dressers and Dyers Company Ltd."

Le montant du capital-actions social de la compagnie est de quatre-vingt-dix mille dollars, divisé en neuf cents actions de cent dollars chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de quarante mille dollars, divisée en quatre cents actions de cent dollars chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans le village de Belœil, comté de Verchères, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour de juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7230-o L. DÉSILETS. 7230

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of July, 1944, incorporating: Armand Lozeau, John Lee, furriers, and Liliane Lozeau, spinster, accountant, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To establish and operate a dyers, tanners and dressers industry for fur pelts and, for this purpose, to own immovables under title of owners or lessees and to install therein the machinery and equipment required for a business of this nature, with power to hypothecate the said immovable properties for the purposes necessary to the said company, under the name of "Modern Fur Dressers and Dyers Company Ltd."

The amount of capital stock of the company is ninety thousand dollars, divided into nine hundred shares of one hundred dollars each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is forty thousand dollars, divided into four hundred shares of one hundred dollars each.

The head office of the company will be in the village of Belœil, county of Verchères, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Mundo Traders Corporation"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier août 1944, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irene Rubin, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre et autrement disposer, détenir, posséder, manufacturer, produire, exporter et importer et faire le commerce, soit comme mandants ou agents, et moyennant une commission, consignation ou autrement, des marchandises suivantes: aliments et produits alimentaires, breuvages et préparations alcooliques et non alcooliques; acier et fer et produits ou sous-produits d'iceux; machinerie, matériaux de construction, vêtements, billots, bois de construction, bois de charpente, pulpe, bois de pulpe, pulpe de bois, papier et autres produits et sous-produits du bois; textiles, lainages et tissus de toutes sortes, et faire à commission le commerce général de courtiers, agents de ventes et facteurs de la compagnie pour son commerce d'articles, d'effets et marchandises, sous le nom de "Mundo Traders Corporation", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en 1,000 actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le premier août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7231 L. DÉSILETS. 7231-o

"Mundo Traders Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of August, 1944, incorporating: Michael Garber, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irene Rubin, stenographer, spinster, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell and otherwise dispose of, hold, own, manufacture, produce, export and import and deal in, either as principal or agent, and upon commission, consignment or otherwise the following goods: food and food products, alcoholic and non-alcoholic beverages and preparations, steel and iron and products or by-products thereof, machinery, building materials, wearing apparel, logs, lumber, timber, pulp, pulp-wood, wood-pulp, paper and other products and by-products of wood, textiles, woollens and fabrics of all kinds, and to do a general commission merchants', merchandise, brokerage, selling agents' and factors' business in goods, wares and merchandise dealt in by the company, under the name of "Mundo Traders Corporation", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into 1,000 shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"North Belleterre Gold Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois août 1944, constituant en corporation: René Chênevert, avocat, de la cité de Westmount, Louis Philippe Lortie, comptable, et Anita Poisson, veuve de feu Arthur Baldock, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Sans affecter la Loi des mines de Québec (chap. 196) et sans aucunement restreindre ses pouvoirs généraux.

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelques procédés que ce soit, et les vendre et autrement en disposer, sous le nom de "North Belleterre Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de dollars (\$3,000,000), divisé en 3,000,000 d'actions d'une valeur au pair d'un dollar (\$1) chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce trois août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7232 L. DÉSILETS.

"Rapid Textile Dyers Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un juillet 1944, constituant en corporation: Louis Mortimer Bloomfield, Philip Fischel Vineberg, avocats, Rita Segal et Sorki Bavitch, filles majeures, sténographes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme teinturiers, apprêteurs, nettoyeurs et travailleurs de tissus, produits textiles et vêtements, soit en soie, soie artificielle, laine, coton, cuir ou aucun autre tissu de quelque sorte que ce soit, et comme fabricants de robes, dessinateurs de robes, tailleurs, marchands de modes, chapeliers, marchands d'habits, blanchisseurs et finisseurs, et manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de soie, soie artificielle, toile, laine, coton et de tous autres tissus, sous le nom de "Rapid Textile Dyers Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 2,000 actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et un juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7233 L. DÉSILETS.

"North Belleterre Gold Mines Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of August, 1944, incorporating: René Chênevert, barrister, of the City of Westmount, Louis Philippe Lortie, accountant, and Anita Poisson, widow of the late Arthur Baldock, secretary, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Without affecting the Quebec Mining Act (Chap. 196) and without in any way restricting its general powers, to:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "North Belleterre Gold Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of three million dollars (\$3,000,000), divided into 3,000,000 shares of the par value of one dollar (\$1.00) each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at the City of Montreal in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
7232-o Deputy Attorney General.

"Rapid Textile Dyers Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of July, 1944, incorporating: Louis Mortimer Bloomfield, Philip Fischel Vineberg, advocates, Rita Segal and Sorki Bavitch, filles majeures, stenographers, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as dyers, dressers, cleaners and processors of textiles, textile products and wearing apparel, whether of silk, artificial silk, wool, cotton, leather or any other materials of whatsoever kind, and as dressmakers, dress designers, tailors, milliners, hatters, clothiers, bleachers and finishers, and to manufacture, buy, sell and deal in silk, artificial silk, linen, wool, cotton and all other materials, under the name of "Rapid Textile Dyers Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into 2,000 shares of ten dollars (\$10.00) each.

The chief place of business of the company shall be in the City of Montreal, District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Robinson Sportswear Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit juillet 1944, constituant en corporation: Murray I. Kussner, Milton Klein, tous deux avocats, et Evelyn Fishman, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter et vendre, importer et exporter, et spécialement faire le commerce et le négoce comme manufacturiers de vêtements de sport et vêtements de toutes façons et sortes, pour dames et hommes, y compris robes de chambre, robes de maison, vêtements de sport d'aucune et toutes sortes, mantes de bain, blouses, costumes, pyjamas d'intérieur, faits soit en tissus, soie, rayonne, coton, laine, toile, crêpe, jersey, tissus tricotés ou tous autres tissus, sous le nom de "Robinson Sportswear Incorporated.", avec un capital total de \$20,000 divisé en 200 action de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huit juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7234 L. DÉSILETS.

"Robinson Sportswear Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of July, 1944, incorporating: Murray I. Kussner, Milton Klein, both advocates, and Evelyn Fishman, spinster, secretary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy and sell, import and export, and especially deal in and with, as manufacturers, all manners and types of ladies' and men's sportswear and apparel, including dressing gowns, housecoats, sport apparel of any and all kind, bathing wraps, blouses, suits, lounging pyjamas, whether made of textiles, silks, rayons, cottons, woollens, linen, crepe, jersey, knitted materials or any other material, under the name of "Robinson Sportswear Incorporated", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7234-o Deputy Attorney General.

"Thorville Investments Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatre août 1944, constituant en corporation: Alexander Gordon Yeoman, de la cité de Montréal, William Patrick Creagh, de la ville de Mont-Royal, tous deux stagiaires, et Cecil Bruce Cooke, sténographe, de la cité de Verdun, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, diriger et entreprendre, par aucun moyen ou manière quelconque, le commerce et les activités d'une compagnie de contrôle et de placement, sous le nom de "Thorville Investments Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quatre août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7235 L. DÉSILETS.

"Thorville Investments Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of August, 1944, incorporating: Alexander Gordon Yeoman, of the City of Montreal, William Patrick Creagh, of the Town of Mount Royal, both law clerks, and Cecil Bruce Cooke, stenographer, of the City of Verdun, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on, conduct and engage in, in any way or manner whatsoever, the business and activities of a holding and investment company, under the name of "Thorville Investments Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into 200 shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the company will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
7235-o Deputy Attorney General.

"Tom Sawyer Clothes Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt juillet 1944, constituant en corporation: Moses Covshoff, vendeur, Sonya Gertin, teneur de livres, et Celia Cohen, sténographe, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou le négoce de la laine, des cotonnades, lainages,

"Tom Sawyer Clothes Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of July, 1944, incorporating: Moses Covshoff, salesman, Sonya Gertin, bookkeeper, and Celia Cohen, stenographer, spinsters, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing

soieries, toiles et vêtements de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de vêtements pour garçons, adolescents et étudiants, sous le nom de "Tom Sawyer Clothes Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7236 L. DÉSILETS. 7236-o

"United Auto Parts (Sorel) Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et unième jour de juillet 1944, constituant en corporation: Ariste Brossard, avocat, Conseil en loi du Roi, Lucien Roux, avocat, et Francine Gravel, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

De manufacturer, réparer, importer, exporter, changer, faire le commerce en général, soit en gros et détail de toutes sortes d'automobiles, tracteurs, avions, bateaux, canots, chaloupes, camions, wagons, motocyclettes, moteurs ainsi que de toutes parties, pièces, morceaux s'y rapportant, directement ou indirectement et de toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec ces dits objets ou pour la fabrication, le maintien et le travail respectif d'iceux, sous le nom de "United Auto Parts (Sorel) Ltd", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de dix dollars (\$10.00) chacune et 5,000 actions communes d'une valeur au pair d'un dollar (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie sera à Sorel, dans le district de Richelieu, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et unième jour de juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7237-o L. DÉSILETS. 7237

"William Wilson Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-huit juillet 1944, constituant en corporation: Frank Bernard Chauvin, avocat, Madeline Frances Brennan, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Jean Martineau, avocat, de Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, manufacturer, vendre et faire le commerce de charbon, coke, bois, huile de chauffage et de toutes sortes de combustible, sous le nom de "William Wilson Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of boys', youths' and students' clothing, under the name of "Tom Sawyer Clothes Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"United Auto Parts (Sorel) Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July, 1944, incorporating: Ariste Brossard, advocate, King's Counsel, Lucien Roux, advocate, and Francine Gravel, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, repair, import, export, exchange, deal generally, both wholesale and retail, in all kinds of automobiles, tractors, aeroplanes, boats, canoes, launches, trucks, waggons, motorcycles, motors, and also any parts, spare parts, pieces, connected therewith, whether directly or indirectly, and anything capable of being used in connection with the said objects or for the manufacture, maintenance and respective working of the same, under the name of "United Auto Parts (Sorel) Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 1,500 preferred shares of a par value of ten dollars (\$10) each, and 5,000 common shares of a par value of one dollar (\$1) each.

The head office of the company will be at Sorel, in the district of Richelieu, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"William Wilson Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of July, 1944, incorporating: Frank Bernard Chauvin, advocate, Madeline Frances Brennan, stenographer, fille majeure et usant de ses droits, both of the City of Montreal, and Jean Martineau, advocate, of Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, all in the Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, manufacture, sell and deal in coal, coke, wood, fuel oil and all kinds of fuel, under the name of "William Wilson Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Lachine, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huit juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7238 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at the City of Lachine, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7238-o Deputy Attorney General.

"Yellowstone Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un juillet 1944, constituant en corporation: Jean Joffre Gourd, avocat et procureur, Pauline Cabana et Bernade Charette, filles majeures, sténographes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Sans affecter la Loi des mines de Québec (Chap. 196) et sans aucunement restreindre ses pouvoirs généraux, la compagnie peut:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelques procédés que ce soit, et les vendre et autrement en disposer, sous le nom de "Yellowstone Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle) avec un capital total de trois millions de dollars (\$3,000,000), divisé en 3,000,000 d'actions d'un dollar (\$1) chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Noranda, dans la province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le trente et un juillet 1944.

L'Assistant-procureur général,
7239 L. DÉSILETS.

"Louis Saint-Denis Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatre août 1944, constituant en corporation: Florence Lacroix, Mary Landry et Marjory Jetté, secrétaires et toutes filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Se livrer et exercer dans toutes leurs spécialités respectives le commerce comme marchands (en gros et en détail) et négociants des produits de la forêt et produits agricoles de toutes sortes et descriptions, et aucun et tous sous-produits et dérivés d'iceux, y compris, sans limiter la généralité de ce qui précède, charbon de bois et contenants de toutes sortes en bois, sous le nom de "Louis Saint-Denis Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

"Yellowstone Mines Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July, 1944, incorporating: Jean Joffre Gourd, barrister and solicitor, Pauline Cabana and Bernade Charette, spinsters, stenographers, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Without affecting the Quebec Mining Act (Chap. 196) and without in any way restricting its general powers, the company may;

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Yellowstone Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of three million dollars (\$3,000,000.), divided into 3,000,000 shares of one dollar (\$1.00) each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Noranda, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1944.

L. DÉSILETS,
7239-o Deputy Attorney General.

"Louis Saint-Denis Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of August, 1944, incorporating: Florence Lacroix, Mary Landry and Marjory Jetté, secretaries and all spinsters of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in and carry on in all its respective branches the business of dealers (whether at wholesale or retail) in and with products of the forest and agriculture of every kind and description, and any and all by-products and derivatives thereof, including, without the limiting the generality of the foregoing, charcoal and wooden containers of all kinds, under the name of "Louis Saint-Denis Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into 200 shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatre août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7240 L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lettres patentes Supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Le Bureau des Recherches Historiques Inc."
"Historical Research Bureau Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du douzième jour d'août 1944, A) changeant le nom de la compagnie "Le Bureau de Recherches Historiques Inc."—"Historical Research Bureau Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du deuxième jour de juin 1944, sous le nom de "Le Bureau de Recherches Historiques Inc."—"Historical Research Bureau Inc.", en celui de: "Le Bureau des Recherches Historiques Inc."—"Historical Research Bureau Inc."; B) ratifiant un règlement 1° subdivisant les 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100. chacune, qui faisaient partie de son capital, en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25.00 chacune, et modifiant les privilèges attachés à ces actions privilégiées; 2° convertissant les 100 actions communes d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, qui faisaient partie de son capital, en 1,000 actions sans valeur nominale, et fixant à \$6,000. le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour d'août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7241-o L. DÉSILETS.

"Le Bureau des Recherches Historiques Inc."
"Historical Research Bureau Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of August, 1944,

A) changing the name of the company "Le Bureau de Recherches Historiques Inc."—"Historical Research Bureau Inc.", incorporated by letters patent bearing date the second day of June, 1944, under the name of "Le Bureau de Recherches Historiques Inc."—"Historical Research Bureau Inc.", to that of "Le Bureau des Recherches Historiques Inc."—"Historical Research Bureau Inc."; B) ratifying a by-law, 1st. subdividing the 100 preferred shares of a par value of \$100. each which formed part of its capital stock, into 400 preferred shares of a par value of \$25. each and amending the privileges attached to said preferred shares; 2nd. converting the 100 common shares of a par value of \$100. into 1,000 shares without nominal value, and fixing to \$6,000. the amount with which the company will begin its operations.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Les Industries Gignac, Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinquième jour d'août 1944, changeant le nom de la compagnie "T. Gignac, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-neuvième jour de décembre 1933, sous le nom de "T. Gignac, Limitée", en celui de: "Les Industries Gignac, Ltée".

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour d'août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7242-o L. DÉSILETS.

"Les Industries Gignac, Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of August, 1944, changing the name of the company "T. Gignac, Limitée", incorporated by letters patent bearing date the nineteenth day of December, 1933, under the name of "T. Gignac, Limitée", to that of "Les Industries Gignac, Ltée."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Playmates Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-trois août 1944, changeant le nom de la compagnie "Joseph Dubney Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-sept juillet 1944, sous le nom de "Joseph Dubney Inc.", en celui de: "Playmates Inc."

Daté du bureau du procureur général, le vingt-trois août 1944.

L'Assistant-procureur général,
7243 L. DÉSILETS.

"Playmates Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-third day of August, 1944, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Joseph Dubney Inc.", incorporated by letters patent bearing date the seventeenth day of July, 1944, under the name of "Joseph Dubney Inc.", to that of: "Playmates Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis divers

Miscellaneous Notices

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 19 juillet 1944, l'amendement à l'article III de la constitution et des règlements généraux du "Service Social de Hull", lequel a été adopté à l'assemblée annuelle du 15 février 1944, a été approuvé, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, ch. 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 25 juillet 1944.

7247-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

Avis est par les présentes donné que M. Jean Charles Beriau, de Hull, Province de Québec, est membre de l'Association Professionnelle des Chimistes.

Montréal, 31 août 1944.

7249-o Le Secrétaire-Registraire,
ARTHUR F. WATSON.

Avis est par les présentes donné que le Docteur Roger Gaudry de Québec, Province de Québec, est membre de l'Association Professionnelle des Chimistes.

Montréal, 31 août 1944.

7250-o Le Secrétaire-Registraire,
ARTHUR F. WATSON.

Avis est par les présentes donné que M. René Fournier, de Québec, Province de Québec, est membre de l'Association Professionnelle des Chimistes.

Montréal, 31 août 1944.

7251-o Le Secrétaire-Registraire,
ARTHUR F. WATSON.

Avis est par les présentes, donné que M. Paul Émile Pichet, de Montréal, Province de Québec, est membre de l'Association Professionnelle des Chimistes.

Montréal, 31 août 1944.

7252-o Le Secrétaire-Registraire,
ARTHUR F. WATSON.

LA COMPAGNIE D'IMMEUBLES DE QUÉBEC LTÉE
THE QUEBEC REAL ESTATE COMPANY LTD.

Règlement N° 1-A

"Attendu que pour la bonne administration de la compagnie il serait préférable de réduire le nombre des directeurs de 5 à 3.

Il est par les présentes résolu que les règlements généraux de la compagnie soient amendés et que le règlement N° 1-A soit décrété comme suit:

Que le nombre des directeurs soit réduit de 5 à 3."

7253-o Le secrétaire-trésorier,
WILBROD BHERER.

CORPORATION DE LA CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

Avis est présentement donné que les obligations de la Cité des Trois-Rivières ci-après désignées, émises en vertu du règlement N° 141 et échéant le 1er mai 1951, sont rachetables sur présentation le 1er novembre 1944 contre paiement de leur valeur au pair, plus une prime de 2%, et que les intérêts sur icelles cesseront de courir à compter de cette date, savoir:

Notice is given that, by Order in Council dated July 19th, 1944, the amendment to article III of the constitution and general by-laws of "Service Social de Hull", which was adopted at the annual meeting of February 15th, 1944, has been approved, and such in accordance with the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q., 1941, chap. 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, July 25th, 1944.

7247 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that Mr. Jean Charles Beriau, of Hull, Province of Quebec, is a member of the Association of Professional Chemists.

Montreal, August 31st. 1944.

7249-o ARTHUR F. WATSON,
Secretary-Registrar.

Notice is hereby given that Dr. Roger Gaudry of Quebec City, Province of Quebec is a member of the Association of Professional Chemists.

Montreal, August 31, 1944.

7250-o ARTHUR F. WATSON,
Secretary-Registrar.

Notice is hereby given that Mr. René Fournier of Quebec, Province of Quebec is a member of the Association of Professional Chemists.

Montreal, August 31, 1944.

7251-o ARTHUR F. WATSON,
Secretary-Registrar.

Notice is hereby given that Mr. Paul Émile Pichet of Montreal, Province of Quebec is a member of the Association of Professional Chemists.

Montreal, August 21, 1944.

7252-o ARTHUR F. WATSON,
Secretary-Registrar.

LA COMPAGNIE D'IMMEUBLES DE QUÉBEC LTÉE
THE QUEBEC REAL ESTATE COMPANY LTD.

By-law No. 1-A

"Whereas for the proper administration of the company, it would be preferable to reduce the number of directors from 5 to 3.

It is hereby resolved that the general by-laws of the company be amended and that By-law No. 1-A be enacted as follows:

That the numbers of directors be reduced from 5 to 3."

7253 WILBROD BHERER,
Secretary Treasurer.

CORPORATION OF THE CITY OF TROIS-RIVIÈRES

Notice is hereby given that the bonds of the City of Trois-Rivières, hereinafter designated, issued under By-Law No. 141 and maturing the 1st of May 1951, shall be redeemable upon presentation on the 1st of November 1944, for payment of their par value, plus a premium of 2%, and that interest thereon shall cease to accrue on and from the said date, namely:

20 coupures de \$1,000.00 chacune, portant les Nos. M X 810 à M X 829 inclusivement.

Hôtel de ville,
Trois-Rivières, Qué., le 16 septembre 1944.

Le Trésorier de la Cité,
JACQUES DENECHAUD.
7256-o

20 denominations of \$1,000.00 each, bearing Nos. M X 810 to M X 829 inclusively.

City, Hall,
Trois-Rivières, Que., 16th September 1944.

JACQUES DENECHAUD,
City Treasurer.
7256-o

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat National des Chantiers Maritimes de Sorel", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 5 septembre 1944.

Le siège social du syndicat précité est situé à Sorel, dans le district de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.
7259-o

Province of Québec, District of Joliette.

Avis public est par le présent donné que la Cité de Joliette s'adressera au Lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir des lettres-patentes modifiant sa charte, en y remplaçant l'article 23 de ladite charte, par l'article 137 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1941, chapitre 233) relativement à la division de la cité en arrondissements de votation.

Joliette, le 8 septembre 1944.

Le secrétaire-trésorier de la Cité de Joliette,
7260-37-4-o CAMILLE BONIN.

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat National des Chantiers Maritimes de Sorel", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 5th 1944.

The principal place of business of the said association is at Sorel, district of Richelieu.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.
7259

Province of Quebec, District of Joliette.

Public notice is hereby given that the City of Joliette will apply to the Lieutenant-Governor in council in order to obtain patent letters modifying its charter, by replacing article 23 of its charter, by article 137 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1941, chapter 233) concerning the division of the city into polling divisions.

Joliette, September the 8th 1944.

CAMILLE BONIN,
Secretary-treasurer of the City of Joliette.
7260-37-4-o

Avis est, par les présentes, donné que, par arrêté ministériel en date du sept septembre 1944, l'autorisation a été accordé à la "Canadian Home Assurance Company" de se porter caution en justice, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de garantie, statuts refondus de Québec 1941, chapitre 285.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 14ième jour de septembre 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.
7270

Notice is hereby given that, by Order in Council dated September seventh, 1944, authorization has been granted to the "Canadian Home Assurance Company" to become a judicial surety, pursuant to the provisions of the Guarantee Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 285.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of September, 1944.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.
7270-o

Bureaux-Chef

Canada, Province de Québec, District de Montmagny

BISCUITS MONTMAGNY INC.
MONTMAGNY BISCUITS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Biscuits Montmagny Inc., Montmagny Biscuits Inc., constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 juillet 1944, enregistrées le 8 août, 1944, a établi son bureau à Montmagny dans le comté de Montmagny.

À compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son principal bureau d'affaires.

Donné à Montmagny, ce trente et unième jour d'août mil neuf cent quarante-quatre.

La Secrétaire,
LUCILLE BOULET.
7261-o

L.-E. CARON, LIMITÉE

Avis est donné que la compagnie L.-E. Caron, Limitée constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Compa-

Chief-Offices

Canada, Province of Quebec, District of Montmagny

BISCUITS MONTMAGNY INC.
MONTMAGNY BISCUITS INC.

Notice is hereby given that the company "Biscuits Montmagny Inc.—Montmagny Biscuits Inc.", incorporated by letters patent bearing date July 21st, 1944, registered August 8th, 1944, has established its office at Montmagny, in the county of Montmagny.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head business office.

Given at Montmagny, this thirty-first day of August, nineteen hundred and forty-four.

LUCILLE BOULET,
Secretary.
7261

L.-E. CARON, LIMITÉE

Notice is given that the company "L.-E. Caron, Limitée", incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies'

gnies de Québec (1ère partie) en date du vingt-troisième jour de mai, mil neuf cent quarante-quatre et ayant son bureau principal en la cité de Québec a établi son bureau au numéro civique 90 de la rue Latourrelle.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce cinquième jour de septembre, mil neuf cent quarante-quatre.

Le Secrétaire,
LÉOPOLD TURCOTTE. 7248-o

Act, bearing date the twenty-third day of May, one thousand nine hundred and forty-four and having its head office in the city of Quebec, has established its office at civic number 90 Latourrelle street.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this fifth day of September, one thousand nine hundred and forty-four.

LÉOPOLD TURCOTTE,
Secretary. 7248

Chartes—Abandon de

AVIS

GOLDORE DEVELOPMENT LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Goldore Development Limited s'adressera au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, Qué., le 7 septembre 1944.
Le procureur de Goldore Development Limited,
7254 GERALD A. McTEIGUE.

AVIS

THE QUEBEC MINER PRESS LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie The Quebec Miner Press Limited s'adressera au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 12 septembre 1944.
Le procureur,
7263 GERALD McTEIGUE.

Charters—Surrender of

NOTICE

GOLDORE DEVELOPMENT LIMITED

Notice is hereby given that Goldore Development Limited will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce for leave to surrender its charter.

Montréal, Que., September 7th, 1944.
GERALD A. McTEIGUE,
Attorney for Goldore Development Limited.
7254-o

NOTICE

THE QUEBEC MINER PRESS LIMITED

Notice is hereby given that The Quebec Miner Press Limited will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for leave to surrender its charter.

Montréal, September 12th, 1944.
GERALD McTEIGUE,
Attorney. 7263-o

Demande à la Législature

Avis est, par les présentes, donné que Saul Carolin, marchand; Jack Filler, entrepreneur électricien; Hyman Halickman, manufacturier; Jacob Isaac Kraminer, manufacturier; Jacob Margulis, marchand; Joseph Victor Riehler, marchand; Max Rosen, marchand; Joseph Rosenblatt, marchand; Max Routtenberg, marchand; Abraham Yancovitch, marchand; tous des cité et district de Montréal; et Jacob Blanshay, manufacturier; Samuel Solomon Drazin, bourgeois; Isidore Jacob Charness, avocat; Max Garmaise, notaire; Max Greenberg, marchand; Harry Naimer, marchand; Issie Rohr, marchand; Abraham Rosen, pharmacien; et William Schecter, manufacturier; tous de la cité d'Outremont, district de Montréal; et Ralph Zabitsky, manufacturier, de la cité de Westmount, district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les incorporer sous le nom de "Young Israel of Montreal" avec le pouvoir d'acquérir et de posséder des propriétés mobilières et immobilières; pour garder les registres des actes d'état civil;

Application to Legislature

Notice is hereby given that Saul Carolin, merchant; Jack Filler, electrical contractor; Hyman Halickman, manufacturer; Jacob Isaac Kraminer, manufacturer; Jacob Margulis, merchant; Joseph Victor Riehler; merchant, Max Rosen, merchant; Joseph Rosenblatt, merchant; Max Routtenberg, merchant; Abraham Yancovitch, merchant; all of the City and District of Montreal; and Jacob Blanshay, manufacturer; Samuel Solomon Drazin, gentleman; Isidore Jacob Charness, advocate; Max Garmaise, notary; Max Greenberg, merchant; Harry Naimer, merchant; Issie Rohr, merchant; Abraham Rosen, pharmacist; and William Schecter, manufacturer; all of the City of Outremont, District of Montreal; and Ralph Zabitsky, manufacturer, of the City of Westmount, District of Montreal, will apply at the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to incorporate them under the name of "Young Israel of Montreal" with power to acquire and possess moveable and immoveable property; to keep registers for acts of civil status; and to exercise all other rights

et pour exercer tous autres droits incidents aux corporations religieuses et pour toutes telles autres fins.

Montréal, le 30 août 1944.

Le procureur des requérants,
IRWIN A. FRANKEL.

20 est, rue St-Jacques,
Montréal, P. Q. 7175-35-4

incidental to religious corporations and for all other such purposes.

Montreal, August 30, 1944.

IRWIN A. FRANKEL,
Attorney for Petitioners.

20 St. James Street East,
Montreal, P.Q. 7175-35-4-0

Département de l'Instruction publique

N° 1246-41

Québec, le 6 septembre 1944.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de Rivière Richelieu, dans le comté de Richelieu, à la municipalité scolaire de Filiatrault, dans le même comté.

Pour le Surintendant,
7255-37-2-0 JOS.-A. PAQUET.

Department of Education

No. 1246-41

Quebec, September 6th, 1944.

Application is made to annex the school municipality of Rivière Richelieu, in the county of Richelieu, to the school municipality of Filiatrault, in the same county.

JOS.-A. PAQUET,
for the Superintendent. 7255-37-2

Département des Affaires municipales

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Québec, 6 septembre 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de St-Hubert de Spaulding, dans le comté de Frontenac le septième jour d'août 1944, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de St-Hubert de Spaulding dans le comté de Frontenac dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

ÉMILE MORIN,
Sous-ministre des Affaires Municipales
Québec, 8 septembre 1944. 7245-0

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Québec, 6 septembre 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal des canton-unis de Fiedmont et Barraute dans le comté d'Abitibi, le septième jour d'août 1944, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préju-

Department of Municipal Affairs

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, September 6th, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Whereas, by resolution passed by the municipal council of St-Hubert de Spaulding, in the county of Frontenac, on the seventh day of August, 1944, it hath been shown to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws, and resolutions of the said municipal council of St-Hubert de Spaulding, in the county of Frontenac, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

ÉMILE MORIN,
Deputy Minister of Municipal Affairs.
Québec, September 8th, 1944. 7245

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, September 6th, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Whereas, by resolution passed by the municipal council of the united townships of Fiedmont and Barraute in the county of Abitibi, on the seventh day of August, 1944, it hath been shown to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the

dice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal des cantons-unis de Fiedmont et Barraute dans le comté d'Abitibi dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

ÉMILE MORIN,
Sous-ministre des Affaires Municipales.
Québec, 8 septembre 1944. 7244-0

French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws, and resolutions of the said municipal council of the united townships of Fiedmont and Barraute, in the county of Abitibi, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

ÉMILE MORIN,
Deputy Minister of Municipal Affairs.
Québec, September 8th, 1944. 7244

Département des Terres & Forêts

Department of Lands & Forests

AVIS

Cadastre Officiel de la Paroisse de St-Michel-de-Vaudreuil
Division d'Enregistrement de Vaudreuil.

Avis est par la présente donné que les lots 1945-4 à 1945-8, 1945-10 à 1945-12, 1947-1 à 1947-18, 1949-6 à 1949-22, et 1951-47 à 1951-63 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 août 1944.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

7246-0

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of St. Michel
= de Vaudreuil
Registration Division of Vaudreuil.

Notice is hereby given that lots 1945-4 to 1945-8, 1945-10 to 1945-12, 1947-1 to 1947-18, 1949-6 to 1949-22, and 1951-47 to 1951-63 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, August the 29th, 1944.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

7246-0

ERRATUM

Au sujet de la nomination de M. Craik comme juge de paix, voir *Gazette Officielle de Québec*, N° 28, Vol. 76, 15 juillet 1944, page 1642, nomination en date du 23 juin 1944, il faut remarquer que les initiales de M. Craik sont "R. L.", et non pas L. R. tel que publié.

7271-0

ERRATUM

Respecting the appointment of Mr. Craik as Justice of the Peace, see *Quebec Official Gazette* No. 28, Vol. 76, July 15th, 1944, page 1642, appointment bearing date June 23rd, 1944, please take notice that Mr. Craik's initials are "R.L." and not L. R., as published.

7271

Examens du Barreau—Bar Examinations

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Laroche.....	Louis.....	20	Québec.....	Séminaire de Québec.

Québec, le 1er septembre 1944.—Quebec, September 1st, 1944.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ÉDOUARD LALIBERTÉ,
Secretary of the Quebec Bar.

7199-36-2-0

BARREAU DES TROIS-RIVIÈRES.—BAR OF TROIS-RIVIÈRES.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Nom Name	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collège College
Méhot.	Françoise-Louise...	18	Trois-Rivières...	Marie de l'Incarnation, Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 11 septembre 1944.—Trois-Rivières, September 11th, 1944.

Le secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,

JEAN-MARIE HOULE,
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

7258-37-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.—Balangero.	Lillian	20	Montréal.	Marguerite Bourgeoys Collège Marianopolis.
2.—Béique.	Madeleine	21	Westmount.	Collège Jésus-Marie, Montréal.
3.—Boulangier.	Rolland	32	Montréal.	Collège Ste-Marie.
4.—Champeau.	Albert	24	Montréal.	Collège Ste-Marie.
5.—Colford.	John	23	Westmount.	Collège Loyola.
6.—Desrochers.	Laurent	19	Outremont.	Collège Stanislas.
7.—Gauthier.	Gaston	22	Montréal.	Collège André-Grasset.
8.—Gourd.	Liliane	20	Amos.	Collège Marguerite Bourgeoys.
9.—Hemens.	James	21	Montréal.	Collège Loyola.
10.—Lacroix	Julien	18	Montréal.	Collège Stanislas.
11.—Lindsay	Robert J.	20	Westmount.	Collège Loyola.
12.—Pasquin.	René.	20	V. Lasalle	Collège Jean-de-Brébeuf.
13.—Robert.	André.	17	Outremont.	Collège Stanislas.
14.—Robert.	Jean	22	Montréal.	Institut Mongeau & St-Hilaire.
15.—Rouleau	Gilles.	22	Montréal.	Collège Jean-de-Brébeuf.
16.—Rouleau	Guy.	21	Ste-Rose	Collège Ste-Marie.
17.—Saucier.	Pierre.	18	Montréal.	Collège Stanislas.
18.—Trahan.	Gilles.	17	Outremont.	Collège Stanislas.

Montréal, le 12 septembre 1944.—Montreal, September 12th, 1944.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
GEO. BRODERICK,
Secretary of the Bar of Montreal.

7264-37-2-o

Minutes de notaires

Notarial Minutes

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par monsieur Roger Marchand, notaire, demeurant à St-Basile-le-Grand, comté de Chambly, et pratiquant à Ste-Julie-de-Verchères, district judiciaire de Richelieu, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur des minutes, répertoire et index de monsieur Napoléon-P. Lapière, en son vivant notaire, qui exerçait à Ste-Julie-de-Verchères, district judiciaire de Richelieu.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Roger Marchand, notary, residing at St-Basile-le-Grand, county of Chambly, and practising at Ste-Julie-de-Verchères, judicial district of Richelieu, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Mr. Napoléon-P. Lapière, in his lifetime notary, practising at Ste-Julie-de-Verchères, judicial district of Richelieu.

Québec, le 1er septembre 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
7200-36-5-o JEAN BRUCHESI.

Quebec, September 1st, 1944.

JEAN BRUCHESI,
7200-36-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 27 juin 1944.

M. Paul-Henri Bernier, registrateur conjoint de la division d'enregistrement de L'Islet: autorisé à

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, June 27th, 1944.

Mr. Paul-Henri Bernier, joint register for the Registration Division of L'Islet: to be authorized

agir seul et sous son nom comme registrateur de la division d'enregistrement de L'Islet, et ce, à compter du 1er juillet 1944.

Québec, 1er août 1944.

M. Cuthbert Poirier, ingénieur civil, de Québec: ingénieur spécialiste pour ponts et ponceaux à l'Office du drainage, et ce, à compter du 1er juillet 1944.

Québec, 29 août 1944.

M. Charles Paradis, 96 rue Saint-Benoît, Québec: professeur de sciences et de mathématiques à l'École Technique de Québec, à compter du 1er septembre 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer, par lettres patentes sous le Grand Sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, Conseil en loi du Roi, la personne dont le nom suit, savoir:

Québec, 31 août 1944.

L'honorable Omer Côté, membre du Barreau et Secrétaire de la Province, de Montréal. 7272-o

to sign, alone, and in his own name as registrar for the Registration Division of L'Islet, and such from and after July 1st, 1944.

Quebec, August 1st, 1944.

Mr. Cuthbert Poirier, civil engineer, of Quebec: to be engineer-specialist of bridges and culverts, in the drainage office, from and after July 1st, 1944.

Quebec, August 29th, 1944.

Mr. Charles Paradis, 96 Saint-Benoit street, Quebec: to be professor of science and mathematics of the Quebec Technical School, from and after September 1st, 1944.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased with the advice and consent of the Executive Council, to appoint, by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the person whose name follows, King's Counsel, to wit:

Quebec, August 31st, 1944.

Honourable Omer Côté, of Montreal, member of the Bar and Provincial Secretary. 7272

Soumissions

Canada, Province de Québec

CITÉ DU CAP DE LA MADELEINE

Avis public est par le présent donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, samedi le vingt-troisième jour de septembre 1944, pour l'achat d'une émission de \$85,600.00 d'obligations de la Corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine, datées du premier jour d'octobre 1944 et remboursables par séries d'octobre 1945 à octobre 1969 avec intérêt à 3¼ % payable semi-annuellement les premier avril et premier octobre, capital et intérêt payables au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale au Cap-de-la-Madeleine, et aux bureaux de la même Banque aux Trois-Rivières, à Québec et à Montréal, au choix du porteur. Les obligations seront de la dénomination de \$100. et de \$500.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté de 1% du montant de l'émission.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Ces obligations pourront être enregistrées quant au capital; elles seront livrées dans le plus bref délai possible.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair sur préavis de pas moins de 30 jours ni plus de soixante jours, publié dans la Gazette officielle de Québec. (S.R.Q. 1941, Ch. 212).

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil municipal qui sera tenue le 23 septembre 1944, à 7.00 heures P.M. à la salle municipale.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Cap-de-la-Madeleine, 12 septembre 1944.

Le greffier,
F. BEAUMIER.

7262-o

Tenders

Canada, Province of Quebec

CITY OF CAP DE LA MADELEINE

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tender for Bonds" will be received by the undersigned until five, Saturday, September the 23rd 1944, for the purchase of an issue of \$85,600.00 at 3¼ % bonds of the Corporation of the City of Cap-de-la-Madeleine, dated October first 1944 and redeemable by series from October 1945 to October 1969 with semi-annual interest on April and October first, principal and interest payable at the branch of Banque Canadienne Nationale at Cap-de-la-Madeleine, and its branch offices at Montreal, Quebec and Trois-Rivières. Denomination to be \$100. and \$500.

Each tender must be accompanied by an accepted check equal to 1% of the amount of the issue.

Each tender must stipulate whether the accrued interest is included or not in the price of the tender.

Said bonds may be registered as to principal; they shall be delivered in the shortest possible delay.

Said bonds may be redeemed by anticipation, at par, upon previous notice of not less than 30 days nor more than 60 days, published in the Quebec Official Gazette. R.S.Q. 1941, Ch. 212).

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Municipal Council to be held in the Town Hall on September 23rd, 1944, at 7 P.M.

The Municipal Council reserves its right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Cap-de-la-Madeleine, the 12th day of September 1944.

F. BEAUMIER,
City-Clerk.

Vente par licitation

Sale by Licitation

Province de Québec, District de Joliette, Cour Supérieure, N° 7856. Dame Marie-Anna Lebeau, épouse commune en biens de Désiré Boileau, ouvrier, domicilié à Montréal, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demandeurs; vs Marie Lebeau, épouse séparée de biens de Ubald Lapointe, personnellement, et le dit Ubald Lapointe pour autoriser son épouse aux fins des présentes, des cité et district de Montréal et les dits Marie Lebeau et Ubald Lapointe, en leur qualité d'exécuteurs-testamentaires de feu Dame Phébée Allard; et Rosaire Lebeau de la cité de Montréal; Émérentienne Lebeau, épouse commune en biens de Albert Coallier, de Hemmingford, district de Beauharnois, et le dit Albert Coallier personnellement et pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Camille Dugas, de la cité et du district de Montréal, personnellement et en sa qualité de tuteur aux quatre mineurs: Marguerite, Jacqueline, Marcel et Jacques Lebeau, défendeurs.

Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court, No. 7856. Dame Marie-Anna Lebeau, wife common as to property of Désiré Boileau, labourer, domiciled in Montreal, personally and to authorize his wife to ester en justice, plaintiffs; vs Marie Lebeau, wife separated as to property of Ubald Lapointe, personally, and the said Ubald Lapointe to authorized his wife to ester en justice, in the city and district of Montreal, and the said Marie Lebeau and Ubald Lapointe, in their quality of testamentary executors of last Mrs. Phébée Allard; and Rosaire Lebeau in the city of Montreal, Emérentienne Lebeau, wife common as to property of Albert Coallier, of Hemmingford, district of Beauharnois, and the said Albert Coallier, personally and to authorize his wife to ester en justice; Camille Dugas, in the city and district of Montreal, personally and in his quality of tutor to the four minors: Marguerite, Jacqueline, Marcel and Jacques Lebeau, defendants.

Avis de vente par licitation

Notice of sale by licitation

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de l'Honorable Juge Alfred Forest de la Cour Supérieure, siégeant à Joliette dans le district de Joliette, le 21^{ème} jour de Juillet 1944 la licitation de l'immeuble ci-après désigné a été ordonnée, savoir:

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Honourable Judge Alfred Forest, of the Superior Court, sitting in Joliette, district of Joliette, rendered on the 21st day of July 1944, the sale by licitation of the following immovable has been ordered:

"un immeuble connu et désigné comme la juste moitié indivise d'un immeuble connu et désigné comme une partie du numéro deux cent cinquante deux (P 252) du cadastre de l'Épiphanie, bornée en front à la rue Notre-Dame en arrière à la rivière, d'un côté à P. Lachapelle et de l'autre à Dame Vve Z. Forest avec maison sus-érigée et la moitié indivise appartenant à ladite Phébée Allard, étant la juste moitié ouest dudit immeuble, est évalué au rôle d'évaluation de la municipalité de l'Épiphanie village, pour l'année 1930 à la somme de (\$1,000.00) mille piastres".

"a certain lot of land known and designed as forming part of the lot number two hundred fifty two (P 252) on the official plan and book of reference of l'Épiphanie, bounded in front by Notre-Dame street, on the back and by the river, on a sight to P. Lachapelle and on the other sight to Mrs. Vve Z. Forest with building thereon erected and the half undivided belonging to the said Phébée Allard, being the half west immovable, estimated on the list of evaluation of the Épiphanie village, for the year 1930 at the sum of (\$1,000.00) thousand dollars".

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE 1944, au bureau du Protonotaire; au Palais de Justice, de Joliette, à Joliette, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi; sujet aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au Greffe de la dite Cour Supérieure à Joliette, et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge, à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au Greffe du Protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits elles seront foreloses du droit de le faire.

The above described immovable will be sold by auction and adjudicated to the highest and last bidder on the TWENTY FOURTH day of OCTOBER 1944, in the Court House, at Joliette, before the Superior Court, subject to the charges, clauses and conditions stipulated in the list of charges filed in the office of the said Superior Court and any opposition to annual, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Protonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid, for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the six days following the adjudication and railing the parties to file the said opposition within the delays hereby prescribed, they shall be foreclosed from so doing.

Un dépôt au montant de \$1,000.00 sera requis de tout offrant ou enchérisseur et devra être déposé avec son offre ou enchère au jour fixé pour la vente dudit immeuble.

A deposit of the sum of \$1,000.00 will be required from any party bidding to the said auction sale and said party will be required to accompany his tender or auction of the said deposit.

Montréal, ce 7 septembre 1944.

Montreal, September the 7th, 1944.

Les Procureurs du demandeur,
7257-37-2-o MEUNIER & HÉTU.

MEUNIER & HÉTU,
Attorneys for the plaintiffs.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CHICOUTIMI

Dans la Cour Supérieure
 N° 5039 } **RAOUL GAGNON**, avocat de
 Chicoutimi, } Jonquière, demandeur; vs
CHARLES MÉNARD, de Jonquière, défendeur.
 Contre le défendeur;

“Un certain lopin de terre ou emplacement sis et situé à l'est de la rue St-Jean-Baptiste, dans la ville de Jonquière, mesurant quarante-neuf pieds du sud au nord pour le côté ouest et quarante et un pieds au bout de la profondeur qui est de cent cinquante pieds de l'est à l'ouest, pour le côté nord et cent cinquante-cinq pieds, côté sud, sans garantie de mesure précise, borné au nord par le terrain de Eddy Morin ou représentants, à l'est et au sud par le terrain de Alex Bouchard, ou représentants, et à l'ouest par la rue St-Jean-Baptiste, connu et désigné au plan et cadastre officiel du canton Jonquière comme formant partie du lot numéro quinze-dix (15-10) dans le rang quatre dudit canton, avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances”.

Pour être vendu le **VINGT-SEPT SEPTEMBRE 1944**, à **TROIS** heures de l'après-midi, à la porte de l'église de St-Georges, Jonquière.

Bureau du shérif, Le shérif,
 Chicoutimi, 23 août 1944. **RENÉ DELISLE.**
 [Première publication, 26 août 1944] 7136-34-2-o

CHICOUTIMI

In the Superior Court
 No. 5039 } **RAOUL GAGNON**, advocate, of
 Chicoutimi, } Jonquière, plaintiff; vs
CHARLES MÉNARD, of Jonquière, defendant.
 Against the defendant;

A certain parcel of land or emplacement, being and situate East of St-Jean-Baptiste street, in the Town of Jonquière, measuring forty-nine feet from South to North for the West side and forty-one feet at the end of the depth which is one hundred and fifty feet from East to West, for the North side and one hundred and fifty-five feet, South side, without guarantee of exact measurement, bounded on the North by the land of Eddy Morin or representatives, on the East and South by the land of Alex. Bouchard or representatives, and on the West by St-Jean-Baptiste street, known and designated on the official cadastral plan for the Township of Jonquière as forming part of lot number fifteen-ten (15-10) of Range four of said township—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold on the **TWENTY-SEVENTH** of **SEPTEMBER, 1944**, at **THREE** o'clock in the afternoon, at the church door of St-Georges, Jonquière.

Sheriff's Office, **RENÉ DELISLE,**
 Chicoutimi, August 23rd, 1944. Sheriff.
 [First publication, August 26th, 1944] 7136-34-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Cour Supérieure

District de Chicoutimi, } **JOS. GAGNON,**
 N° 10,710 } **LOUIS GAGNON,**
ROBERT GAGNON, et **MAURICE GAGNON**,
 tous de Chicoutimi, faisant affaires ensemble,
 à Chicoutimi, sous la raison sociale de **L. B. Gagnon & Cie**, demandeurs; vs **HONORÉ POIRIER**, faisant affaires à Kénogami, district de Chicoutimi, sans enregistrement, sous la raison sociale de **“AU VIEUX MOULIN”**, défendeur.

Contre le défendeur:
 1. Un lopin de terre ou emplacement connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, sous le numéro vingt-sept-soixante-sept (N° 27-67) dans le rang un (1) dudit canton, avec ensemble toutes les bâtisses y érigées, sauf à distraire dudit emplacement toute cette partie vendue à la ville de Kénogami, par acte dûment enregistré sous le N° 58616.

2. Un lopin de terre ou emplacement connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière sous le numéro vingt-sept-soixante et huit (27-68) du rang un (1) dudit canton, avec dépendances.

Les immeubles ci-dessus décrits seront vendus “en bloc”, suivant jugement du Protonotaire de la Cour supérieure, en date du treizième jour du mois de septembre 1944.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Kénogami, **JÉUDI**, le **DIX-NEU-**

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Superior Court

District de Chicoutimi, } **JOS. GAGNON,**
 No. 10,710 } **LOUIS GAGNON,**
ROBERT GAGNON, and **MAURICE GAGNON**,
 all of Chicoutimi, carrying on business together, at Chicoutimi, under the firm name of **L. B. GAGNON & CIE**, plaintiffs; vs **HONORÉ POIRIER**, carrying on business at Kenogami, district of Chicoutimi, unregistered, under the firm name of **“Au Vieux Moulin”**, defendant.

Against the defendant:
 1. A parcel of land or emplacement known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière, under number twenty-seven-sixty-seven (No. 27-67) in Range one (1) of said township, together with all the buildings thereon erected, save, to be deducted from the said emplacement all that part sold to the town of Kenogami, per deed duly registered under No. 58616.

2. A parcel of land or emplacement known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière, under number twenty-seven-sixty-eight (No. 27-68) of Range one (1) of said township—with dependencies.

The immovables herein above described will be sold “en bloc”, pursuant to a judgment of the Prothonotary of the Superior Court, dated the thirteenth day of September, 1944.

To be sold at the parochial church door of Kenogami, on **THURSDAY**, the **NINE-**

VIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1944, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le shérif,
Bureau du shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, 13 septembre 1944. 7269-37-2-0
[Première publication, 16 septembre 1944]

HULL

Cour Supérieure — District de Hull

N° 8390 } MILTON FREEMAN, cultivateur, du district de Hull, Demandeur; vs NORMAN REGINALD JAFFRAY, de la cité de Santa Barbara, État de la Californie, États-Unis d'Amérique, Défendeur.

Lopin 1.—Tout ce morceau ou lopin de terre connu comme étant une partie du lot numéro cinq "C" (ptie 5C) dans le septième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Hull, comté de Gatineau, décrit comme suit: Partant à l'intersection de la ligne de concession entre les sixième et septième rangs dudit canton, avec la limite ouest du chemin Hull-Maniwaki; de là vers le nord le long de ladite limite ouest sur une distance de cinq cent soixante-seize pieds (576'); de là vers le sud, cinquante-cinq degrés et trente-cinq minutes ouest (S. 55° 35' O) sur une distance de cent cinquante-huit pieds et sept dixièmes (158 7/10); de là vers le nord trente-cinq degrés et treize minutes ouest (N. 35° 13' O) sur une distance de deux cent dix-huit pieds (218'); de là vers le nord trois degrés et trente-sept minutes est (3° 37' E) sur une distance de cent trois pieds (103') jusqu'à la ligne centrale de Brigham's Brook; de là dans une direction est et suivant la ligne centrale de Brigham's Brook jusqu'à son intersection avec la limite ouest du chemin Hull-Maniwaki; de là dans une direction nord et suivant la limite ouest du chemin Hull-Maniwaki jusqu'à son intersection avec la ligne séparative entre le lot cinq "C" à l'est et les lots six "B" et six "C" (6B & 6C) à l'ouest; de là dans une direction sud et suivant ladite ligne séparative jusqu'à son intersection avec la limite est du chemin de fer Ottawa, Northern & Western; de là dans une direction sud et suivant la limite est du chemin de fer Ottawa, Northern & Western jusqu'à son intersection avec la ligne de concession entre le rang six et le rang sept; de là dans une direction est et suivant ladite ligne de concession entre le rang six et le rang sept au point de départ. La propriété est bornée au nord et à l'est par le chemin Hull-Maniwaki et par une portion dudit lot cinq "C" (5C); à l'ouest par les lots six "B" et six "C" (6B & 6C) et par la limite est du chemin de fer Ottawa, Northern & Western et au sud par le lot cinq "B" (5B) dans le sixième rang du canton de Hull.

Lopin 2.—Tout ce morceau ou lopin de terre connu comme étant une partie des lots numéros six "B" et six "C" (6B & 6C) dans le septième rang aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Hull, comté de Gatineau, décrit comme suit: Ce lopin de terre composé d'une partie du lot six "B" (6B) et d'une partie du lot six "C" (6C) étant borné vers et au sud par le chemin de fer Ottawa, Northern & Western; vers l'est par le lot cinq "C" (5C); vers l'ouest par une autre partie des lots six "B" et six "C" (6B & 6C) et vers le nord, en partie par Brigham's Brook et en partie par le chemin Hull-Maniwaki. La partie dudit lopin au nord de la ligne centrale de Brigham's Brook et au sud du chemin Hull-Maniwaki étant décrite

TEENTH day of the month of OCTOBER, 1944, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

RENÉ DELISLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, September 13th, 1944. 7269-37-2
[First publication, September 16th, 1944]

HULL

Superior Court — District of Hull

No. 8390 } MILTON FREEMAN, farmer, of the District of Hull, Plaintiff; vs NORMAN REGINALD JAFFRAY, of the City of Santa Barbara, State of California, in the United States of America, Defendant.

Parcel 1.—All that piece or parcel of land, known as a part of Lot number five "C" (Pt. 5C) in the Seventh Range, on the Official Plan and Book of Reference of the Township of Hull, County of Gatineau, described as follows: Commencing at the intersection of the Concession line between the Sixth and Seventh ranges of the said Township, with the Westerly boundary of the Hull-Maniwaki Highway; thence in a northerly direction along the said westerly boundary, a distance of five hundred and seventy-six feet (576'); thence on a bearing of South, fifty-five degrees and thirty-five minutes West (S. 55° 35' W) a distance of one hundred and fifty-eight and seventh tenths feet (158 7/10); thence North, thirty-five degrees and thirteen minutes West (N. 35° 13' W) a distance of two hundred and eighteen feet (218'); thence North, three degrees and thirty-seven minutes East (N. 3° 37' E) a distance of one hundred and three feet (103') to the centre line of Brigham's Brook; thence in an easterly direction and following the centre line of Brigham's Brook to its intersection with the westerly boundary of the Hull-Maniwaki Highway; thence in a northerly direction and following the westerly boundary of the Hull-Maniwaki Highway to its intersection with the division line between lot five "C" on the East and lots six "B" and six "C" (6B & 6C) on the West; thence in a southerly direction and following the said division line to its intersection with the easterly boundary of the Ottawa, Northern & Western Railway; thence in a southerly direction and following the easterly boundary of the Ottawa Northern and Western Railway to its intersection with the concession line between range six and range seven; thence in an easterly direction and following the said concession line between range six and range seven, to the point of commencement. The property is bounded on the North and East by the Hull-Maniwaki Highway and by another portion of the said lot five "C" (5C); on the West by lots six "B" and six "C" (6B & 6C) and the easterly boundary of the Ottawa Northern and Western Railway and on the South by lot five "B" (5B) in the sixth range of the township of Hull.

Parcel 2.—All that piece or parcel of land, known as part of lots numbers six "B" and six "C" (6B & 6C) in the seventh range of the official plan and in the book of reference of the township of Hull, county of Gatineau, described as follows: That parcel of land composed of part of lot six "B" (6B) and part of lot six "C" (6C) being bounded towards and South by the Ottawa Northern and Western Railway; towards the East by lot five "C" (5C); towards the West by another part of lots six "B" and six "C" (6B & 6C) and towards the North partly by Brigham's Brook and partly by the Hull-Maniwaki Highway. The part of the said parcel North of the centre line of Brigham's Brook and South

comme suit: Partant à la ligne centrale de Brigham's Brook où elle rencontre la ligne séparative entre le lot cinq "C" (5C) à l'est et les lots six "B" et six "C" (6B & 6C) à l'ouest; de là vers le nord et suivant ladite ligne séparative jusqu'à ce qu'elle rencontre la limite sud du chemin Hull-Maniwaki; de là dans une direction ouest et suivant la limite sud du chemin Hull-Maniwaki sur une distance de deux cents pieds (200') à une borne en pierre, de là vers le sud six degrés et vingt-cinq minutes est (S. 6° 25'E) astronomique jusqu'à la ligne centrale de Brigham's Brook, de là dans une direction est suivant la ligne centrale de Brigham's Brook jusqu'à l'intersection de ladite ligne séparative qui est le point de départ.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Étienne de Chelsea, le VINGT OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Hull, ce 6 septembre 1944.
[Première publication, 16 septembre 1944]

Le shérif,
I. ST-PIERRE.
7265-37-2

of the Hull Maniwaki Highway being described as follows: Commencing at the centre line of Brigham's Brook where it intersects the division line between lot five "C" (5C) to the East and lots six "B" and six "C" (6B & 6C) to the West; thence going North and following the said division line until it intersects the southerly boundary of the Hull Maniwaki Highway; thence in a westerly direction and following the southerly boundary of the Hull-Maniwaki Highway a distance of two hundred feet (200') to a stone boundary, thence on a bearing of south, six degrees and twenty-five minutes East (S. 6° 25'E) astronomically to the centre line of Brigham's Brook, thence in an easterly direction, following the centre line of Brigham's Brook to the intersection of the said division line, which is the point of commencement.

To be sold at the time parochial church door of St-Étienne de Chelsea, on the TWENTIETH of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Hull, this 6th September 1944.
[First publication, September 16th, 1944]

I. ST-PIERRE,
Sheriff.

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris.

Cour Supérieure, District de Montréal.

Montréal, à savoir: {MICHAEL ALIAS MIKE
N° 174921 {PROKOP ALIAS PRO-
COPCHOP ALIAS PROPOKCHUK ALIAS PRO-
POPCHERCK, Demandeur; vs MONTREAL
TRAMWAYS COMPANY, Défenderesse; et
DAME ROSE MARY POPADUK ALIAS POPI-
HUK, es-nom et es-qualité, Mise-en-cause.

Comme appartenant à ladite mise-en-cause.

"Un certain emplacement situé en la paroisse St-Laurent, ayant front sur le Chemin Public, appelé "Côte St-Louis du Bois Franc" connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse St-Laurent, comme faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro 86 avec toutes les bâtisses dessus construites et contenant 78 pieds de largeur en front et cent pieds de profondeur et prenant alors une largeur de 69 pieds et cent pieds de profondeur mesure anglaise plus ou moins, borné en front par le Chemin Public et tenant sur les trois autres côtés aux propriétés de Thomas S. Darling, Gédéas Jasmin et Walter Grant Thomas, ou représentants. Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives apparentes ou occultes, attachées audit immeuble."

Dont doivent être déduites les deux parties de terrain ci-dessous décrites et qui ont été vendues par la Mise en Cause le 4 juin 1943 à sa majesté le Roi aux droits de la Province de Québec devant Mtre Guy Mélançon Notaire, pratiquant à la Ville St-Laurent, savoir:

"1. Une partie de terrain de figure triangulaire située sur le côté ouest de la montée du Bois-Franc dans la Municipalité de St-Laurent indiquée par les lettres A.C.D.A. sur un plan préparé par Narcisse J. A. Vermette chef des arpentages et des plans parcellaires pour le district de Montréal, le 28 mai 1942 étant la partie frontale de la partie du lot N° 86 du Cadastre Officiel pour la Paroisse de St-Laurent de la division d'enregistrement du Comté de Jacques-Cartier appartenant à Mike Propopcherek ou représentants, mesurant 12 3/10 pieds dans la ligne Nord; 78.6 pieds dans la ligne est; 80.3 pieds dans la ligne ouest conte-

MONTREAL

Fieri Facias De Bonis et De Terris

Superior Court—District of Montreal

Montreal, to wit: {MICHAEL ALIAS MIKE
No. 174921 {PROKOP ALIAS PRO-
COPCHOP ALIAS PROPOKCHUK ALIAS PRO-
POPCHERCK, plaintiff; vs MONTREAL
TRAMWAYS COMPANY, defendant; and
DAME ROSE MARY POPADUK ALIAS POPI-
HUK, es-nom and es-qualité, mise en cause.

As belonging to the said "mise-en-cause":

"A certain emplacement situate in the Parish of St-Laurent, fronting on the public road called "Côte St-Louis du Bois Franc" known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Laurent as forming part of the lot known and designated under number 86 — with all the buildings thereon erected, — and measuring 78 feet in width, in front, by one hundred feet in depth, and thence measuring a width of 69 feet by one hundred feet in depth, English measure, more or less, bounded in front by the public road and limited on the three other sides by the properties of Thomas S. Darling, Gédéas Jasmin and Walter Grant Thomas, or representatives. As the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

From which must be deducted the two parcels of land hereinbelow described and which were sold by the "mise-en-cause" on June 4th, 1943, to His Majesty the King, in the right of the Province of Quebec, before Mtre Guy Mélançon, notary, practising in the Town of St-Laurent, to wit:

"1.—A parcel of land of triangular figure, situate on the west side of "la montée du Bois-Franc", in the municipality of St-Laurent, indicated by the letters A.C.D.A. on the plan prepared by Narcisse J. A. Vermette, chief of survey and the detailed plans for the City of Montreal, on May 28th, 1942, being the front part of that part of lot No. 86 on the official cadastre for the Parish of St. Laurent of the Registration Division of the county of Jacques-Cartier, belonging to Mike Propopcherek or representatives, measuring 12 3/10 feet in the North line; 78.6 feet in the East line; 80.3 feet in the West line,

nant, en superficie 482.5 pieds soit 0.013 d'arpent carré mesure anglaise et bornée comme suit: vers le Nord par la partie du lot N° 86 appartenant à la Commission Scolaire, vers l'est par la moitié du Bois Franc, vers l'ouest, par la partie du terrain décrite au deuxième paragraphe.

2. Une partie de terrain de figure triangulaire indiquée par les lettres A.B.C.A. sur le plan mentionné plus haut, étant une partie du même lot N° 86 adjacente à celle décrite au premier paragraphe mesurant 8.8 pieds dans la ligne sud, 78.9 pieds dans la ligne ouest, 80.3 pieds dans la ligne est; contenant en superficie 345.5 pieds, soit 0.01 d'arpent carré mesure anglaise et bornée comme suit: vers le sud par la partie du lot N° 86 appartenant à A. Washensky, vers l'ouest par le résidu de la partie du lot N° 86 appartenant à Mike Prokopcherek, vers l'est par le résidu de la partie du lot 86 décrite au premier paragraphe."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUF OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$100 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Casgrain, daté le 13 septembre 1944.

Bureau du Shérif, Le shérif,
Montréal, 13 septembre, 1944. L.-P. CAISSE,
[Première publication, 16 septembre 1944] 7268-37-2-o

containing an area of 482.5 feet, namely 0.013 of one square arpent, English measure, and bounded as follows: on the North, by that part of lot No. 86 belonging to the School Commission, on the East by one half of the "Bois Franc", on the West by the parcel of land described in the second paragraph.

2. A parcel of land of triangular figure, indicated by the letters A.B.C.A. on the above-mentioned plan, being part of said lot No. 86 adjacent to that described in the first paragraph, measuring 8.8 feet in the South line, 78.9 feet in the West line, 80.3 feet in the East line; containing an area of 345.5 feet, namely 0.01 of one square arpent, English measure, and bounded as follows: on the South by the part of lot No. 86 belonging to A. Washensky, on the West by the residue of the part of lot No. 86 belonging to Mike Prokopcherek on the East by the residue of the part of lot 86 described in the first paragraph."

To be sold at my office in the city of Montreal, on the NINETEENTH of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$100 will be required from each and every bidder pursuant to a judgment of Honourable Justice Casgrain, dated September 13th, 1944.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montréal, September 13th, 1944. Sheriff.
[First publication, September 16th, 1944] 7268-37-2

ROUYN-NORANDA

Cour Supérieure

Province de Québec, } ALPHONSE
District de Rouyn-Noranda. } J. BOISVERT,
N° 1227 } marchand de
Rouyn (sud), District de Rouyn-Noranda; demandeur; vs ÉDOUARD LALANDE, colon, de Granada, dit district, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Les droits" sur le lot N° 32, du Rang III, du canton Rouyn, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Guillaume de Granada, LUNDI, le SEIZIÈME jour d'OCTOBRE 1944, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Rouyn, le 8 septembre 1944. J.-H. BELLEHUMEUR.
[Première publication, 16 septembre 1944] 7266-37-2-o

ROUYN-NORANDA

Superior Court

Province of Quebec, } ALPHONSE
District of Rouyn-Noranda. } J. BOISVERT,
No. 1227 } merchant of
Rouyn (south) district of Rouyn-Noranda, plaintiff; vs ÉDOUARD LALANDE, settler, of Granada, said district, defendant.

As belonging to the defendant:

"The rights" on lot No. 32, Range III, Rouyn Township, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of St-Guillaume de Granada, MONDAY, the SIXTEENTH day of OCTOBER 1944, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, J. H. BELLEHUMEUR,
Rouyn, September 8th, 1944. Sheriff.
[First publication, September 16th, 1944] 7266-37-2-o

Département du Travail

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par les parties contractantes ci-dessous énumérées, à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Section de l'Automobile de l'Association des Marchands détaillants du Canada Inc. Section des Cantons de l'Est,

et, D'AUTRE PART:

L'Association des Employés de l'Auto-Voiture des Cantons de l'Est Inc.,

Department of Labour

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour hereby gives notice that the contracting parties hereinafter enumerated, have submitted to him a request to render obligatory the Collective Labour Agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"La Section de l'Automobile de l'Association des Marchands Détaillants du Canada Inc. Section des Cantons de l'Est",

and, ON THE OTHER PART:

"L'Association des Employés de l'Auto-Voiture des Cantons de l'Est Inc.",

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après mentionnées:

I.—*Définitions*:—Pour les fins de la présente convention, les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a) *Apprenti*:—toute personne qui apprend un des métiers mentionnés dans la convention.

b) *Artisan*:—toute personne exerçant seule, ou en société, l'un des métiers régis par la convention, ou tout employeur professionnel, lorsqu'il exerce pareil métier.

c) *Compagnon*:—toute personne ayant terminé son apprentissage dans les métiers de l'industrie de l'automobile, tels que charron, débosseur, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, peintre, rembourreur, spécialiste en réparations de radiateurs, nettoyeur de bourrures, teinturier, vérificateur, vulcanisateur, soudeurs, vitriers et menuisiers.

d) *Démolisseur*:—toute personne faisant la démolition des véhicules-moteurs dans le but de vendre ou d'emmagasiner les pièces ou d'en vendre le métal comme rebuts (scrap).

e) *Gardien de nuit*:—homme qui garde l'établissement mais qui ne fait aucun autre travail.

f) *Homme de service de jour ou de nuit*:—employé qui conduit des véhicules-moteurs, vend de l'essence, lave les véhicules-moteurs, fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement, change les pneus ou les accumulateurs, graisse les véhicules-moteurs, exécute de menus services d'urgence, tels que remplacement de courroies d'éventail, de bougies ou de tout menu accessoire de véhicules-moteurs.

Devra toutefois être exclue, l'installation de radios, d'appareils à climatiser l'air et des interrupteurs pour signaux de direction, laquelle sera faite par un compagnon.

g) *Salarié*:—tout apprenti, ouvrier qualifié ou compagnon, tout manœuvre ou ouvrier non qualifié, artisan, préposé aux pièces de rechange ou employé qui travaille individuellement, en équipe ou en société, y compris les employés de bureau et les employés préposés à la vente des automobiles.

h) *Vérificateur*:—tout employé affecté à la vérification des véhicules-moteurs et à l'estimation de toutes réparations d'iceux.

i) *Atelier de mécanique*:—tout endroit où il se fait du travail ou de la réparation sur les véhicules-moteurs ou toutes pièces d'iceux.

j) *Débit d'essence*:—tout endroit fixe ou mobile non reconnu comme garage où se fait la vente de l'essence et des lubrifiants pour l'usage des véhicules-moteurs.

k) *Garage*:—tout endroit où les véhicules-moteurs sont réparés, transformés, démolis ou remisés. Sont considérés comme garages et par conséquent assujettis au présent décret, tous les établissements où se fait, exclusivement ou en partie, la réparation des accessoires ou pièces nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule-automobile, que ces accessoires ou pièces soient séparés du véhicule-automobile ou non.

l) *Station de service*:—tout endroit où les véhicules-moteurs sont lavés, nettoyés, polis ou lubrifiés.

m) *Terrain de démolition*:—tout endroit où les véhicules-moteurs ou certaines pièces d'iceux sont démolis, soit dans le but de la vente ou de l'emmagasinage, dans la réparation ou de la démolition.

n) *Terrain de stationnement*:—tout endroit réservé au stationnement des véhicules-moteurs.

for the employers and the employees of the industry and trades concerned, according to the following conditions.

I.—*Definitions*:—For the purposes of the present agreement, the following terms shall have the hereinafter given significance:

a) *Apprentice*:—Any person learning one of the trades mentioned in the agreement.

b) *Artisan*:—Any person exercising alone or in partnership one of the trades governed by the agreement or any professional employer when he exercises such trade.

c) *Journeyman*:—Any worker having completed his apprenticeship in one of the following trades of the automobile industry: wheelwright, bodyman, electrician, blacksmith, machinist, mechanic, painter, upholstery maker, radiator repairer, welder, glazier, upholstery cleaner, dyer, tester, vulcanizer and carpenter.

d) *Demolisher*:—Any person demolishing motor vehicles for the purpose of selling or storing the parts or selling the metal as scrap.

e) *Night watchman*:—Man who keeps watch over the establishment and who does not do any other work.

f) *Service men, day or night*:—Any employee driving motor vehicles, selling gas, washing motor vehicles, cleaning or heating the establishment, changing tires or batteries, greasing motor vehicles, performing different emergency works such as replacing fan-belts, spark plugs or any other motor vehicle accessories. However, the installation of radios, air conditioning units and directional signal switches, which must be performed by a journeyman, must be excluded.

g) *Wage-earner*:—Any apprentice, qualified worker or journeyman, any labourer or non-qualified worker, artisan, stock room clerk or any employee who performs individually, in group or in partnership, including office employees and automobile salesmen.

h) *Tester*:—Any employee committed to the testing of motor vehicles and the appraisal of repairs thereof.

i) *Machine Shop*:—Any establishment where work or repairs are performed on motor-vehicles or any part thereof.

j) *Gasoline Station*:—Any place, fixed or movable, not recognized as a garage and where gas and lubricants for motor vehicles are sold.

k) *Garage*:—Any place where motor-vehicles are repaired, transformed, demolished or stored. All establishments, engaged exclusively or partly in the repair of parts and accessories necessary for the driving or operation of a motor-vehicle, whether or not these parts or accessories are part of the motor-vehicle, shall be considered as garages, and consequently governed by the present decree.

l) *Service Station*:—Any place where motor-vehicles are washed, cleaned, polished or lubricated.

m) *Scraping yard*:—Any place where motor vehicles or any part thereof are demolished for the purpose of selling, storing, repairing or scrapping.

n) *Parking ground*:—Any place where motor-vehicles are parked.

o) Postes de vente d'accessoires, marchands d'automobiles et débits d'essence:—désignent et comprennent les manufacturiers ou marchands qui vendent au gros ou au détail des parties ou accessoires pour automobiles.

o) Accessories Service Station, Automobile Dealers and Gasoline Stations:—Designate and comprise any places where manufacturers or merchants sell in wholesale or in retail parts or accessories for motor-vehicles.

II. — *Jurisdiction:* — *a) Jurisdiction professionnelle et industrielle:*—Sont assujettis aux dispositions de la convention, les employeurs professionnels, les employés de bureau et les vendeurs d'automobiles, les artisans et les salariés des garages, des débits d'essence, des stations de service.

II.—*Jurisdiction:*—*a) Professional and Industrial Jurisdiction:*—Those governed by the provisions of the present agreement shall be the professional employers, office clerks and salesmen, artisans and wage-earners in garages, gasoline stations, service stations.

Sont également assujettis aux dispositions de la convention, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés de tels débits d'essence, garages, stations de service, terrains de stationnement, terrains de démolition, ateliers de mécanique, exploités de façon accessoire, même pour leur fin personnelle par le ou les propriétaires d'un établissement commercial, d'un établissement industriel ou de conciergerie.

Those also governed by the provisions of the present agreement consist of professional employers, artisans and wage-earners of such gasoline stations, service stations, garages, parking grounds, scrapping yards, machine shops, accessorially operated even for their personal purposes, by the owner or owners of a commercial or industrial establishment or apartment house.

b) Jurisdiction territoriale:—La présente convention s'applique dans tout le territoire comprenant la cité de Sherbrooke et toutes les municipalités situées en entier ou en partie dans un rayon de dix (10) milles de ses limites.

b) Territorial jurisdiction:—The territorial jurisdiction of the present agreement comprises the City of Sherbrooke and all municipalities completely or partly located within a radius of ten (10) miles from its limits.

III.—*Salaires minima:*—Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacune des catégories de salariés ci-après:

III.—*Minimum Wages:*—The minimum wage rates shall be the following for each one of the categories hereinafter mentioned:

a) Apprentis de toutes les catégories:—à l'exception des hommes de service, des préposés aux pièces de rechange, graisseurs, vulcanisateurs et démolisseurs.

a) Apprentices in all categories: with the exception of service men, stock room clerks, greasers, vulcanizers and demolishers.

Apprentis: Première classe.....	\$ 0.40 l'heure
Deuxième classe.....	0.30 "
Troisième classe.....	0.25 "
Quatrième classe.....	0.20 "

Apprentices: First class.....	\$ 0.40 per hour
Second class.....	0.30 " "
Third class.....	0.25 " "
Fourth class.....	0.20 " "

b) Compagnons:—Charron, machiniste, électricien, menuisier, mécanicien, vitrier, peintre, nettoyeur de bourrures, teinturier, vulcanisateur, débosseur, forgeron, rembourreur et vérificateur.

b) Journeymen: — Wheelwright, machinist, electrician, mechanic, joiner, glazier, painter, upholstery cleaner, dyer, vulcanizer, body man, blacksmith, upholstery maker, and tester:

Première classe.....	\$ 0.67 l'heure
Deuxième classe.....	0.62 "
Troisième classe.....	0.52 "

First class.....	\$ 0.67 per hour
Second class.....	0.62 " "
Third class.....	0.52 " "

c) Spécialiste en réparation de radiateurs, soudeurs:

c) Radiator repairers, welders:

Compagnons.....	\$ 0.67 l'heure
Apprentis, première année.....	0.35 "
Apprentis, deuxième année.....	0.45 "

Journeymen.....	\$ 0.67 per hour
Apprentices, first year.....	0.35 " "
second year.....	0.45 " "

d) Graisseur en charge..... \$ 0.60 "
Aide-graisseur..... 0.40 "

d) Greaser: **0.60** " "
Greaser's helper..... 0.40 " "

e) Vulcanisateur:

e) Vulcanizers:

Compagnons.....	\$ 0.67 "
Apprentis, première année.....	0.35 "
Apprentis, deuxième année.....	0.45 "

Journeymen.....	0.67 " "
Apprentices, first year.....	0.35 " "
second year.....	0.45 " "

f) Préposés à la vente des pièces de rechange.

f) Stock room clerks:

Gérant.....	\$35.00 par semaine
Assistant.....	27.00 " "
Apprentis: 1ère année.....	12.00 " "
2e année.....	15.00 " "
3e année.....	18.00 " "
4e année.....	20.00 " "

Manager.....	\$35.00 per week
Assistant.....	27.00 " "
Apprentices, first year.....	12.00 " "
second year.....	15.00 " "
third year.....	18.00 " "
fourth year.....	20.00 " "

g) Dans tous les établissements appartenant à la juridiction industrielle et commerciale, les taux de salaire à l'heure ou à la semaine seront les suivants pour les personnes ci-après désignées:

g) In all establishments pertaining to the industrial and commercial jurisdiction, the hourly or weekly rates of wages shall be the following for persons mentioned hereinbelow:

Surintendant.....	\$35.00 par semaine
Gérant de service.....	35.00 " "
Contremaître.....	35.00 " "
Homme de service de nuit.....	30.00 par semaine de 72 heures
Homme de service de jour.....	\$0.45 l'heure (6 jours).

Superintendent.....	\$35.00 per week
Service Manager.....	35.00 " "
Foreman.....	35.00 " "
Night Service Man.....	30.00 per week of 72 hours
Day Service Man.....	0.45 per hour (6 days).

h) Postes de vente d'accessoires et débits d'essence:

Commis en charge	\$35.00 par semaine
Commis: première année	16.00 " "
Deuxième année	19.00 " "
Troisième année	22.00 " "
Gardien de nuit	25.00 par semaine de 66 heures.

*IV.—Détermination et répartition des heures de travail:—a) Garages:—*Pour les compagnons et les apprentis, la journée régulière de travail est de neuf (9) heures, réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et, entre 7.00 a.m. et midi, le samedi. Tout travail exécuté après 6.00 p.m. du lundi au vendredi, et le samedi après-midi, devra être payé au taux régulier plus cinquante pour cent (50%). Deuxième quart, de midi à 6.00 p.m.: taux réguliers; de 6.00 p.m. à 11.00 p.m.: taux régulier plus 15%.

*b) Poste de vente d'accessoires:—*Pour les compagnons et les apprentis, les heures de travail sont réparties comme suit: les lundi, mardi, mercredi et jeudi, de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.; les vendredi, de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.; les samedi, de 8.00 a.m. à 1.00 p.m. Tout travail exécuté après ces heures sera payé au taux régulier plus cinquante pour cent (50%).

c) À l'exception des hommes de service et des gardiens de nuit, aucun employeur, artisan ou salarié régi par la présente convention ne travaillera ou ne permettra qu'on travaille le dimanche, le Jour de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, la Noël, la fête de Dollard (24 mai), la St-Jean-Baptiste (24 juin), la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, le jour d'Action de grâces (par proclamation). Tout travail exécuté pendant ces jours sera payé au taux de salaire double, excepté pour les hommes de service et les gardiens de nuit.

d) Tout salarié a droit à un jour de vingt-quatre (24) heures de repos chaque semaine.

Pour le travail exécuté durant ces vingt-quatre (24) heures, le taux de salaire sera doublé.

e) les heures de travail comprennent le temps durant lequel le salarié est à la disposition du patron et obligé d'être présent; toutefois, le temps mis à la disposition du salarié pour prendre ses repas ne sera pas compté dans les heures de travail.

V.—Apprentissage:—a) Nonobstant toutes les dispositions de la convention concernant l'apprentissage, tout apprenti pourra se présenter n'importe quand après un (1) an d'expérience pratique en vue de subir des examens à la satisfaction du bureau des examinateurs nommé par le comité paritaire et demander sa carte de compétence. Dès son entrée dans l'industrie assujettie à la convention, l'apprenti doit s'enregistrer au comité paritaire afin de rendre possible la compilation des différents stades de son apprentissage et expérience. L'employeur ne pourra engager un apprenti qui ne se sera pas conformé à cette disposition.

b) Dans chaque établissement visé par la présente convention, il n'y aura pas plus qu'un apprenti par deux compagnons ou hommes de service. Toutefois, dans les établissements où il n'y aura qu'un compagnon ou homme de service, il sera permis d'avoir un apprenti.

c) Aucun apprenti ne pourra être accepté avant d'avoir l'âge de seize ans. Il devra avoir terminé au moins sa cinquième année du cours élémentaire.

h.—Accessories Service station and Gas Station:

Head Clerk	\$35.00 per week
Clerk, first year	16.00 " "
Clerk, second year	19.00 " "
Clerk, third year	22.00 " "
Night watchman	25.00 per week of 66 hours.

*IV.—Determination and distribution of working hours:—a) Garages:—*For journeymen and apprentices, the regular working day consists of nine (9) hours, distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday; on Saturday between 7.00 a.m. and noon.

Work done after 6.00 p.m. from Monday to Friday, and on Saturday after noon, shall be paid the regular rate increased by fifty per cent (50%). Double shift; noon to 6.00 p.m.: regular rate. From 6.00 p.m. to 11.00 p.m.: regular rate plus 15%.

*b) Accessories Service Station:—*For journeymen and apprentices, the working hours shall be as follows: Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.; Friday, from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.; Saturday from 8.00 a.m. to 1.00 p.m. Any work done after these hours shall be paid on the regular rate plus fifty per cent (50%).

c) With the exception of service men and night watchmen, no employer, artisan or employee governed by the agreement shall work or shall permit the execution of work on Sunday, New Year's Day, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception, Christmas, anniversary of Dollard (May 24th), St-John the Baptist Day (June 24th), Confederation Day (July the first), Labour Day, Thanks Giving Day. All work performed during these days shall be paid at the rate of double time, except for service men and night watchmen.

d) All employees shall be entitled to a complete day of rest (24 hours) each week.

For work performed on the weekly day of rest, the rate of wages shall be doubled.

e) The working hours shall comprise the time during which the employee is at the disposal of the employer and required to be present; however, the time given the employee for his meals shall not be considered as working time.

V.—Apprenticeship:—a) Notwithstanding the provisions of the present agreement concerning the apprenticeship, every apprentice may, at any time, after one (1) year of practical experience undergo his examinations to the satisfaction of the Board of Examiners named by the Parity Committee for his certificate of Competency. Upon entering the Industry governed by the agreement, the apprentice shall register with the Parity Committee so that a record of his experience be established. The employer shall not hire the services of an apprentice without this registration.

b) In each establishment governed by the present agreement, there shall not be more than one apprentice per each two journeymen or service men. However, in establishments where there is but one journeymen or service man, there may be an apprentice.

c) No apprentice may be hired before having sixteen years of age. He must have at least, finished his fifth elementary grade.

VI.—Le patron peut exiger de tout employé de son établissement, l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieure à celle prévue par la carte de compétence de l'employé, pourvu que cet employé continue recevoir le salaire qui s'applique à la catégorie de salariés à laquelle il appartient, d'après sa carte de compétence.

VII.—a) Le costume uniforme spécial requis par le patron devra être payé, moitié par le patron moitié par l'employé et demeurera la propriété du patron jusqu'au paiement complet par l'employé.

b) Les autres uniformes exigés par le patron, tels que: salopettes et jaquettes spéciales seront fournies et blanchies, moitié par le patron, moitié par l'employé.

VIII.—Le temps alloué pour les repas sera d'une (1) heure.

IX.—Le pourboire sera la propriété de l'employé; le patron ne pourra le retenir ou s'en servir, même avec le consentement de l'employé, comme partie de salaire.

X.—Le salaire de tout employé devra être payé au complet, hebdomadairement, dans une enveloppe scellée, sur laquelle seront inscrits son nom, son numéro matricule, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux de salaire à l'heure, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci devra être initialement par la personne qui aura fait la paie et, si possible, distribuée le vendredi.

XI.—Aucun employé ne sera tenu responsable de l'évaporation ni de la contraction de l'essence.

XII.—L'employé doit fournir les outils manuels nécessaires à l'exercice de son métier, à l'exception des limes utilisées pour le débossage et les lames de scie à fer.

XIII.—Les salaires supérieurs aux taux minima fixés par la convention ne devront pas être diminués après sa mise en vigueur.

XIV.—Toute augmentation de salaire pour travail supplémentaire devra être calculée sur le salaire payé et non sur le salaire minimum.

XV.—Nullité de convention:—Est déclarée illégale et sera considérée comme nulle et non avenue, pour les fins de la convention, toute entente ou convention entre employeurs et employés ou salariés touchant soit la location d'espace ou de place d'affaires, soit les conditions de travail, ou soit tout autre procédé dont l'effet pourrait diminuer le montant de salaire fixé par la convention.

XVI.—Travail à domicile:—a) Il est interdit à un salarié travaillant déjà pour le compte d'un employeur de l'industrie de l'automobile, d'exécuter du travail ou quelque partie de travail, du métier de l'automobile, à domicile, pour le compte de toute personne, que cette personne soit un employeur professionnel, un employeur ou un client, au sens de la loi de la convention collective.

b) Aucun artisan, compagnon ou apprenti dans les métiers de l'industrie de l'automobile, tels que stipulés dans la convention, ne pourra exercer son métier, ailleurs que dans les établissements définis dans le présent décret.

XVII.—Durée de la convention:—La présente convention sera valable à compter de la date de publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté en conseil l'approuvant et demeurera en vigueur durant une période d'une année à compter de cette date.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du

VI.—The employer may require any employee of his establishment to perform any kind of work belonging to a category inferior to that specified by the certificate of Competency of the employee, provided the said employee shall continue to receive the wages herein specified for the category of employees to which he belongs, according to his certificate of Competency.

VII.—a) Half the cost of the special uniform required by the employer shall be paid by him and half by the employee and shall remain the property of the employer until the said uniform is fully paid for.

b) The other uniforms required by the employer, such as overalls and special frocks, shall be supplied and cleaned equally by the employer and the employee, each one paying half the cost.

VIII.—One (1) hour shall be allowed for meals.

IX.—Tips shall belong to the employee; the employer shall not keep or use same, even with the consent of the employee, as part of the wages.

X.—The wages of all employees shall be paid completely every week in a sealed envelope, on which his name, number, the date of the working week, the number of working hours paid for, the wage rate and the amount contained in the envelope shall be inscribed; the latter shall be initialed by the person preparing the pay, and, if possible, given on Friday.

XI.—No employee shall be held responsible for the evaporation or contraction of gas.

XII.—The employee shall furnish the manual tools for the execution of his work with the exception of the files required for body work and steel saw blades.

XIII.—The wages actually higher than the minimum rates established by the agreement shall not be lowered after its coming into force.

XIV.—Any wage increase for overtime shall be computed on the wages paid and not on the minimum rate.

XV.—Nullity of Agreement:—For the purposes of the agreement, any agreement or contract entered into between an employer and an employee or wage-earner concerning the renting of space or place of business, the conditions of labour or any other transactions with a view to reduce the amount of wages established by the agreement is hereby declared illegal and shall be considered as nul and void.

XVI.—Home-Work:—a) An employee actually working for an employer of the Automobile Industry, shall not have the right to perform any work or part thereof of the Automobile Industry, at home, for the account of any person, whether such person be a professional employer, an employer or a customer, within the meaning of the Collective Agreement Act.

b) No artisans, journeyman or apprentice in the trades of the Automobile Industry, as stipulated in the agreement, shall exercise his trade elsewhere than in the establishments defined in the present agreement.

XVII.—Duration of the agreement:—The present agreement shall come into force on and from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order-in-Council approving same and shall remain in force during a period of one year from the said date.

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minis-

Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 16 septembre 1944. 7267-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, qu'une requête lui a été présentée par le Comité paritaire des métiers de la construction du comté de Terrebonne, à l'effet d'apporter une modification au décret numéro 1715, du 23 avril 1940 et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans le comté de Terrebonne:

Il est demandé:

Que le deuxième alinéa du paragraphe "b" de l'article II, concernant l'exemption pour les travaux de moins de \$250.00, soit radié.

Durant les trente jours, à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 16 septembre 1944. 7273-o

Députés élus

SECRETARIAT DE LA CHANCELLERIE

Québec le 9 septembre 1944.

Je donne par les présentes avis que le collège électoral suivant a élu député le candidat ci-après désigné, pour le représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

Terrebonne:—Monsieur J.-Léonard Blanchard, notaire à Sainte-Thérèse.

Le Secrétaire de la Chancellerie,
ANTOINE LEMIEUX.

SECRETARIAT DE LA CHANCELLERIE.

Québec, le 14 septembre 1944.

Je donne par les présentes avis que le collège électoral suivant a élu député le candidat ci-après désigné, pour le représenter dans la nouvelle assemblée législative de la province de Québec:

Montréal-Mercier:—L'honorable Monsieur Joseph-Achille Francœur, maître plombier à Montréal.

7274-o Le Secrétaire de la Chancellerie,
ANTOINE LEMIEUX. 7274

ter of Labour shall receive the objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, September 16, 1944. 7267-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a petition has been presented to him by the Building Industry Joint Committee of Terrebonne County, to modify the decree number 1715 of April 23rd, 1940 and amendments, relating to the Building trades in the County of Terrebonne in the following manner:

It is requested:

That the second paragraph of subsection "b" of section II, relating to the exemption clause for works under \$250.00, be deleted.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, September 16th, 1944. 7273-o

Members Elected

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY

Québec, September 9th, 1944.

I hereby give notice that the candidate herein-after mentioned has been returned as deputy to represent the following electoral division in the new legislative assembly of the Province of Québec:

Terrebonne:—Mr. J.-Léonard Blanchard, of Sainte-Thérèse, notary.

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY

Québec, September 14th, 1944.

I hereby give notice that the candidate herein-after mentioned has been returned as deputy to represent the following electoral division in the new Legislative assembly of the Province of Québec:

Montreal-Mercier:—Honourable Joseph Achille Francœur, of Montreal, master-plumber.

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 37

Index of the Quebec Official Gazette, No. 37

AVIS AUX INTÉRESSÉS:	2007	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	2007
AVIS DIVERS:		MISCELLANEOUS NOTICES:	
Beriau, Jean-Charles (Membre).....	2021	Beriau, Jean-Charles (Member).....	2021
Canadian Home Assurance Company (Caution en justice).....	2022	Canadian Home Assurance Company (Judicial surety).....	2022
Fournier, René (Membre).....	2021	Fournier, René (Member).....	2021
Gaudry, Roger Docteur (Membre).....	2021	Gaudry, Roger Dr. (Member).....	2021
Joliette, cité (Modifiant sa charte).....	2022	Joliette, city (Amending its charter).....	2022
La Compagnie d'Immeubles de Québec Ltée—The Quebec Real Estate Com- pany Ltd (Directeurs).....	2021	The Quebec Real Estate Company Ltd— La Compagnie d'Immeubles de Québec Ltée (Directors).....	2021
Le Syndicat National des Chantiers Ma- ritimes de Sorel (Formation).....	2022	Le Syndicat National des Chantiers Ma- ritimes de Sorel (Formation).....	2022
Pichet, Paul-Émile (Membre).....	2021	Pichet, Paul-Émile (Member).....	2021
Service Social de Hull (Règlements).....	2021	Service Social de Hull (By-laws).....	2021
Trois-Rivières, cité (Rachat d'obliga- tions).....	2021	Trois-Rivières, city (Redemption of bonds).....	2021
BUREAUX-CHEF:		CHIEF-OFFICES:	
Biscuits Montmagny Inc.—Montmagny Biscuits Inc.....	2022	Montmagny Biscuits Inc.—Biscuits Montmagny Inc.....	2022
L.-E. Caron, Limitée.....	2022	L.-E. Caron, Limitée.....	2022
CHARTES—ABANDON DE:		CHARTERS—SURRENDER OF:	
Goldore Development Limited.....	2023	Goldore Development Limited.....	2023
The Quebec Miner Press Limited.....	2023	The Quebec Miner Press Limited.....	2023
DEMANDE À LA LÉGISLATURE:		APPLICATION TO LEGISLATURE:	
Young Israel of Montreal.....	2023	Young Israel of Montreal.....	2023
DÉPARTEMENTS—Avis des:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AFFAIRES MUNICIPALES:		MUNICIPAL AFFAIRS:	
Fiedmont et Barraute, cantons-unis.....	2024	Fiedmont and Barraute, united townships	2024
St-Hubert de Spaulding, munic.....	2024	St-Hubert de Spaulding, munic.....	2024
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Rivière Richelieu, munic. scolaire.....	2024	Rivière Richelieu, school munic.....	2024
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FORESTS:	
St-Michel-de-Vaudreuil, paroisse.....	2025	St-Michel-de-Vaudreuil, parish.....	2025
TRAVAIL:		LABOUR:	
Comité paritaire des métiers de la con- struction du comté de Terrebonne (Mo- dification).....	2037	Building industry joint committee of Terrebonne county (Modification).....	2037
La section de l'automobile de l'associa- tion des marchands détaillants du Ca- nada Inc. section des Cantons de l'Est (Avis).....	2032	La section de l'automobile de l'associa- tion des marchands détaillants du Ca- nada Inc. section des Cantons de l'Est (Notice).....	2032
DÉPUTÉS ÉLUS:—(Voir page).....	2037	MEMBERS ELECTED:—(See page).....	2037
ERRATUM:—		ERRATUM:	
Craik, R. L.....	2025	Craik, R. L.....	2025
EXAMENS DU BARREAU:		BAR EXAMINATIONS:	
Montréal: étude du droit.....	2026	Montreal: study of law.....	2026
Québec: étude du droit.....	2025	Quebec: study of law.....	2025
Trois-Rivières: étude du droit.....	2026	Trois-Rivières: study of law.....	2026
LETTRÉS PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Babros Inc.....	2008	Babros Inc.....	2008
Biscuits Montmagny Inc.—Montmagny Biscuits Inc.....	2009	Montmagny Biscuits Inc. — Biscuits Monmagny Inc.....	2009

C. H. Turner and Company Limited.....	2009	C. H. Turner and Company Limited.....	2009
Conway Gold Mines, Limited.....	2009	Conway Gold Mines, Limited.....	2009
Elegant Modes Inc.....	2010	Elegant Modes Inc.....	2010
Fitwell Frocks Inc.....	2010	Fitwell Frocks Inc.....	2010
Institut de Cuniculture, Limitée.....	2011	Institut de Cuniculture, Limitée.....	2011
Jay-Ward Inc.....	2011	Jay-Ward Inc.....	2011
Joliette Pants Limited.....	2012	Joliette Pants Limited.....	2012
Joseph Dubney Inc.....	2012	Joseph Dubney Inc.....	2012
Kno-Pin-Di-Dee Company Limited.....	2013	Kno-Pin-Di-Dee Company Limited.....	2013
Laperle Automobile Ltée.....	2013	Laperle Automobile Ltée.....	2013
Le Club de Pêche des Norois.....	2014	Le Club de Pêche des Norois.....	2014
Longpré & Longpré, Inc.....	2014	Longpré & Longpré, Inc.....	2014
Louis Saint-Denis Inc.....	2019	Louis Saint-Denis Inc.....	2019
Modern Fur Dressers and Dyers Com- pany Ltd.....	2015	Modern Fur Dressers and Dyers Com- pany Ltd.....	2015
Mundo Traders Corporation.....	2015	Mundo Traders Corporation.....	2015
North Belleterre Gold Mines Limited.....	2016	North Belleterre Gold Mines Limited.....	2016
Rapid Textile Dyers Ltd.....	2016	Rapid Textile Dyers Ltd.....	2016
Robinson Sportswear Incorporated.....	2017	Robinson Sportswear Incorporated.....	2017
Thorpyville Investments Limited.....	2017	Thorpyville Investments Limited.....	2017
Tom Sawyer Clothes Ltd.....	2017	Tom Sawyer Clothes Ltd.....	2017
United Auto Parts (Sorel) Ltd.....	2018	United Auto Parts (Sorel) Ltd.....	2018
William Wilson Limited.....	2018	William Wilson Limited.....	2018
Yellowstone Mines Limited.....	2019	Yellowstone Mines Limited.....	2019

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Le Bureau des Recherches Historiques Inc.—Historical Research Bureau Inc.....	2020	Historical Research Bureau Inc.—Le Bu- reau des Recherches Historiques Inc....	2020
Les Industries Gignac, Ltée.....	2020	Les Industries Gignac, Ltée.....	2020
Plyamates, Inc.....	2020	Playmates Inc.....	2020

MINUTES DE NOTAIRES:

NOTARIAL MINUTES:

Marchand, Roger.....	2026	Marchand, Roger.....	2026
----------------------	------	----------------------	------

NOMINATIONS:

APPOINTMENTS:

Diverses.....	2026	Miscellaneous.....	2026
---------------	------	--------------------	------

SOUMISSIONS:

TENDERS:

Cap de la Madeleine, cité.....	2027	Cap de la Madeleine, city.....	2027
--------------------------------	------	--------------------------------	------

VENTE PAR LICITATION:

SALE BY LICITATION:

Lebeau <i>et vir</i> vs Lebeau <i>et al.</i>	2028	Lebeau <i>et vir</i> vs Lebeau <i>et al.</i>	2028
--	------	--	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

Chicoutimi:

Chicoutimi:

Gagnon vs Ménard.....	2029	Gagnon vs Ménard.....	2029
Gagnon <i>et al</i> vs Poirier.....	2029	Gagnon <i>et al</i> vs Poirier.....	2029

Hull:

Hull:

Freeman vs Jaffray.....	2030	Freeman vs Jaffray.....	2030
-------------------------	------	-------------------------	------

Montréal:

Montreal:

Prokop vs Montreal Tramways Company	2031	Prokop vs Montreal Tramways Company	2031
-------------------------------------	------	-------------------------------------	------

Rouyn-Noranda:

Rouyn-Noranda:

Boisvert vs Lalande.....	2032	Boisvert vs Lalande.....	2032
--------------------------	------	--------------------------	------

7275-o

7275-o

